

**TOUS A LA MANIFESTATION - 11h. - GARE DE L'EST**

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
N° 494, 1,50 F  
JEUDI 29 AVRIL 1971



**1<sup>er</sup> mai, veille de lutte**

# Au sommaire

## Lycées

Ce sont trois expériences bien différentes que notre correspondant à Bar-le-Duc et les militants du C.L.L. à Paris relatent en page 6 et 7. Mais, à travers cette diversité, on sent mieux la convergence d'un mouvement qui se forge dans la lutte.

## Presse

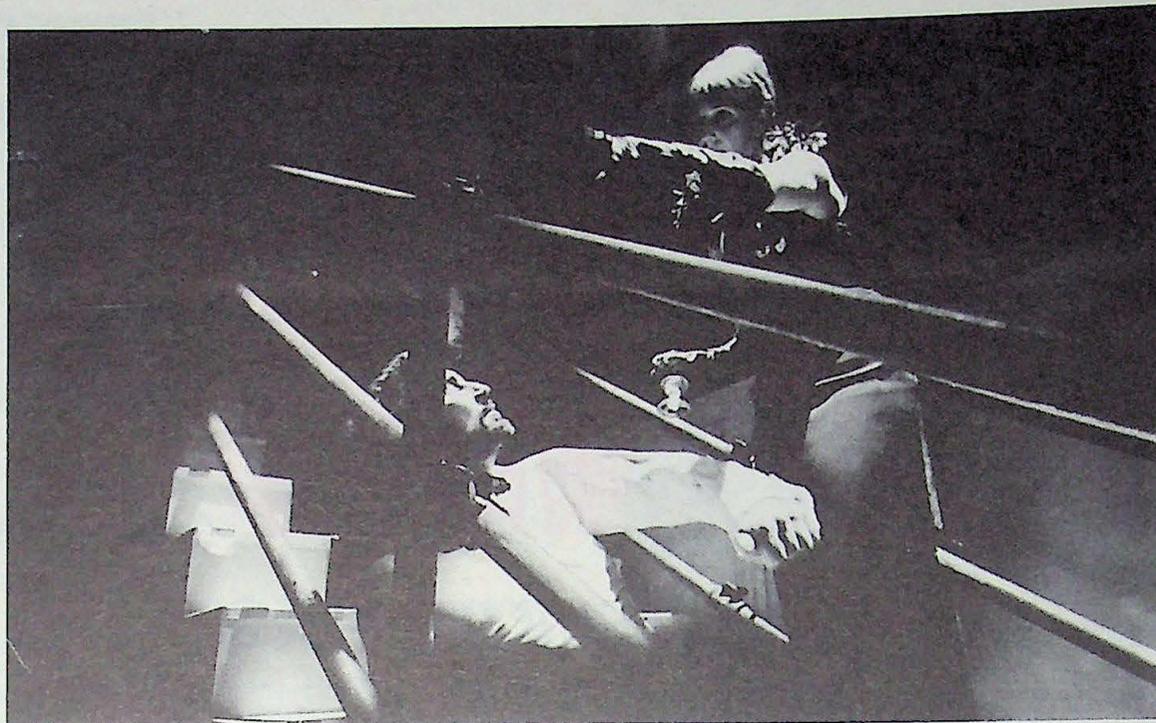
Un journal d'extrême-gauche est à l'agonie. Gérard Féran explique pourquoi un support comme « Politique-Hebdo » reste nécessaire en page 10. Un autre journal qui se voulait de gauche licencie son personnel trop remuant et découvre par là-même sa véritable nature d'organe capitaliste. Lucien Saintonge a enquêté sur le conflit de Jeune Afrique (page 11).

## Transports

A travers la décentralisation d'une entreprise parisienne, Jacques Ker goat montre (page 8) comment le prix du transport est une charge considérable pour les travailleurs, comment une lutte peut être engagée à ce niveau sur le lieu de travail, mais aussi les problèmes politiques que pose un tel mouvement de masse. Nul doute qu'une telle réflexion n'est pas faite pour apaiser les inquiétudes de notre confrère communiste France-Nouvelle.

Photos dans ce numéro :  
Roger Viollet (p. 4).  
A.D.N.P. (p. 6, 8, 16).  
AGIP (p. 9, 12).  
Collombert (p. 9, 12, 13).

# TRIBUNE CULTURELLE



## Le facisme vu de l'intérieur

Dominique Nores

Comme l'an dernier dans *Orlando furioso* qu'il a présenté aux halles de Baltard, Luca Ronconi rompt avec la séparation scène-salle en mettant l'acteur au milieu de son public. Mais ici s'arrête le rapprochement immédiat. Alors qu'*Orlando furioso* proposait un éclatement du lieu scénique et une libre circulation autour des actions représentées — ce qui donnait un sentiment d'euphorie physique et intellectuelle — « XX » impose un étouffement dans des salles cloisonnées, autour d'acteurs enfermés dans leur monologue. Poud n'avoir pas compris la différence entre les deux spectacles, une bonne partie du public français risque de tirer peu de profit de cette expérience.

Le propos de Luca Ronconi et du poète argentin Rodolfo Juan Wilcock est de montrer la solitude de chaque homme au milieu des autres hommes quand un régime d'oppression (celui de l'Italie fasciste, mais aussi bien des dictatures d'Europe et d'Amérique du Sud) s'abat sur lui.

Vingt acteurs (dix Français, dix Italiens, tous excellents)

sont confrontés chaque soir, individuellement, un dans chacune des chambres qui composent le dispositif scénique, avec un groupe d'inconnus : leur public. Il s'agit pour eux non pas de jouer, d'imposer des scènes théâtrales, mais, par un discours qui les cache autant qu'il les dévoile, de tâter ce public afin de découvrir les pulsions et les tensions qui peuvent être favorables aux individus traqués qu'ils représentent, révélant ainsi, de l'intérieur, le phénomène de peur généralisée, qui est le ciment de tout régime d'oppression.

Le premier plan de la recherche est donc politique. Il consiste en une auscultation du public par le texte, qui mêle la provocation, le cliché, l'insinuation, la brusque sincérité dans l'expression directe, brutale souvent, de l'acteur.

Cependant, ce « spectacle » expérimental est avant tout une recherche sur le plan de la forme. Il impose deux idées qui peuvent profondément renouveler la notion actuelle de représentation : celle de la pré-mise en scène (le spectacle peut être prévu, mais non

préparé, à huis clos ; il n'existe que lorsque le public joue sa partie) et celle de l'équivalence des situations. Les cavalcades des invités et des critiques qui, le soir de la « générale », ont voulu tout voir, c'est-à-dire reconstituer — pour leur usage — leur petit *Orlando furioso* dans une entreprise diamétralement différente — ont totalement faussé le premier contact avec l'œuvre.

Il n'est pas nécessaire que tous les spectateurs assistent aux mêmes séquences ; le sens de l'œuvre se dégage de morceaux dramatiques différents.

Ce spectacle ne se veut pas rassurant, prêt à être consommé. Le sentiment d'inquiétude, de frustration, d'irritation même du spectateur actuel qui, toutes gesticulations ayant pris fin, reçoit la représentation comme on veut la lui montrer, fait partie d'une expérience, imparfaite certes, mais vivante, devant laquelle s'ouvre l'immense champ des découvertes. □

• Au Théâtre de France, à partir du 13 avril.

Invité par Ariane Anouchkine à la Cartoucherie de Vincennes

du 4 au 9 mai à 20 h. 30

le 8 mai à 17 heures et 20 h. 30

le Théâtre du Chêne Noir (Avignon) présente  
en création sa dernière pièce " AURORA "

# tribune

socialiste

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany,  
Gilbert Chantaire, Françoise  
Claire, Michèle Descolonges,  
Gérard Féran, Jacques Ferlus,  
Christian Guerche, Gilbert  
Hercet, Christian Leucate,  
Alain Moutot, Dominique Nores,  
Jean-Yves Romo, Lucien  
Saintonge, Eliane Schweitzer,  
Jean Verger.

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)

Téléphone :  
Administration : 783-19-20  
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois ..... 22 F  
1 ans ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Le présent numéro est tiré  
à 29.000 exemplaires

## PANTHÉON

### Les mariés de l'an II

avec Marlène Jobert  
et Jean-Paul Belmondo

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

# A vouloir trop rassurer...

Jacques Malterre

Annoncé par la presse et la radio aux ordres comme devant être un coup d'éclat qui galvaniserait les Français et reconforterait la majorité, le discours de Chaban-Delmas a fait long feu : peu d'échos dans le pays, guère de satisfaction dans les rangs du pouvoir.

Les propos mesurés du Premier ministre peuvent être ramenés à un exposé des motifs pour la session parlementaire ; ils ne répondent ni au « malaise » de l'U.D.R., ni à l'inquiétude des Français, quelle qu'en soit l'origine.

D'un discours à l'autre, le ton baisse et la confiance en soi. Si quelqu'un est bien bloqué dans la société française, c'est à coup sûr le chef du gouvernement.

De ses quatre grands projets de « réforme », aucun n'a convaincu. Pour offrir des logements à ceux qui en ont le plus besoin, il faudrait une réforme foncière hardie et des crédits publics importants. Il faudrait aussi de larges crédits budgétaires et du courage pour régler le problème des transports publics. Pour changer l'organisation du territoire dans le sens de la décentralisation et de la régionalisation, il faudrait oser affronter l'immense cohorte des notables locaux. Pour offrir aux personnes âgées des conditions de vie moins sombres, il « suffirait » d'une vaste redistribution des revenus entre les nantis et les autres, pas moins.

Chaban-Delmas, avant d'obtenir quelques résultats, trouve en travers de sa route ses propres amis et alliés. Marcellin veille à ce que le corps des notables conservateurs (de gauche comme de droite) ne soit en rien inquiété, Giscard joue sa carrière sur la « détente fiscale », il s'oppose donc à une croissance des dépenses publiques ; au sommet, Pompidou écarte toute initiative un tant soit peu « révolutionnaire ».

Les issues sont donc bien bouchées, et pas seulement parce qu'au sein de la vaste majorité conservateurs et réformistes se neutralisent, mais surtout parce que ce régime né de la réaction de juin 1968 est taillé pour l'immobilisme et ne peut se survivre que dans l'immobilisme. Le président de la République n'avait présenté — hors la mensualisation à peu près réalisée — aucun programme pour son élection ; ses premiers ministres ne peuvent avancer que

des propositions de travail annuelles sans commune mesure avec l'ampleur des problèmes posés à la France.

D'où cette impression qui croît chaque jour de crise du régime : dans aucun domaine les perspectives ne sont brillantes.

Sur le plan social, après la demi-réalisation d'une timide mensualisation et l'échec des contrats de progrès, le pouvoir n'a aucune réponse à apporter à la montée du mécontentement des divers groupes sociaux et professionnels.

Dans le domaine économique, les prévisions sont peu optimistes. D'ores et déjà les premières années du VI<sup>e</sup> Plan que le parlement s'apprête à voter, n'auront rien à voir avec les promesses et les objectifs de ce plan. La grande visée de l'industrialisation rapide est compromise par la baisse des investissements ; les ambitions en matière d'équipements collectifs sont condamnées par le refus de leur assortir les crédits budgétaires indispensables.

C'est peut-être sur la scène internationale que l'impuissance du pouvoir actuel est la plus manifeste : à force de trop ruser, le gouvernement est en train de perdre sur tous les tableaux. L'affaire algérienne illustre bien les conséquences d'une politique hésitante, mesquine, incohérente et pusillanime. Mais la stratégie européenne conduit de même la France à l'isolement et Pompidou perd peu à peu vis-à-vis du tiers monde et des pays de l'Est les positions que son illustre prédécesseur avait obtenues à force d'habileté.

Toutes ces impuissances additionnées creusent un peu plus la crise du régime. Mais elles trouvent toutes leur origine dans la nature du pouvoir actuel. Chaban-Delmas peut bien dire que son parti et sa majorité ne représentent pas une classe particulière. Il oublie que ce qui fait la nature de classe d'une force politique, ce n'est pas le pourcentage par catégorie de ses électeurs et de ses membres, c'est avant tout le fait de savoir qui contrôle cette force et de quels intérêts elle est la garante. Il doit pourtant s'en apercevoir lorsqu'il ouvre les dossiers de la réforme foncière, de la régionalisation, de la distribution des revenus, de la répartition des charges fiscales ou de la « réforme de l'entreprise ».

Paralysée par son orientation sociale et l'absence de programme cohérent que celle-ci rend inéluctable, la majorité se survit

surtout grâce à l'absence d'alternative politique réelle. En face de lui, il n'a guère comme projet « officiel » de remplacement que la démocratie avancée du P.C.F. soutenue par la C.G.T. Or, si ce projet prétend réaliser des changements importants et correspondre mieux aux besoins populaires, il souffre, dans une large mesure, des mêmes défauts que la majorité actuelle. Il repose, en effet, sur l'idée du rassemblement le plus large de tous ceux qui ne sont pas directement intéressés à l'exploitation capitaliste ; il veut organiser cette coalition en rassurant (il n'y aura pas de chambardements) et en promettant (chacun y trouvera son compte). C'est le sens des propositions d'action formulées par le dernier comité central du P.C. qui ne paraissent pas avoir provoqué un grand enthousiasme, même dans les rangs de ce comité.

Nous devons donc discuter ces propositions et les critiquer au nom d'une autre stratégie. Une stratégie qui aurait le mérite de la cohérence. C'est la tâche principale du prochain congrès du P.S.U., tâche que les assemblées régionales ouvriers et paysans ont déjà prise à bras le corps et que tout le parti doit maintenant assumer.

Mais en cette matière, la cohérence ne signifie pas que notre programme révolutionnaire a tout compté et tout prévu. Cela signifie trois choses.

Il doit y avoir cohérence au niveau de la base sociale du pouvoir qui entend se substituer au pouvoir actuel de la bourgeoisie. Non pas une coalition hétéroclite, mais un centre d'impulsion et des forces qui agissent de concert avec lui.

Il doit y avoir cohérence entre une idée que nous nous faisons de la société socialiste et nos objectifs, nos formes d'action et de lutte, nos alliances dans la phase actuelle.

Il doit y avoir cohérence enfin, et c'est peut-être le plus difficile, entre nos propositions stratégiques et programmatiques et la nature réelle des problèmes que rencontre le mouvement ouvrier dans la phase actuelle de son développement, donc du capitalisme international et européen et des forces productives.

C'est en remplissant ces trois conditions que la crise actuelle du régime pourra être exploitée ; la masse des travailleurs échappant à l'intégration dans la société bourgeoise et ralliant le camp de l'avant-garde ouvrière. □

# Les flons-flons du Comité Central

Jean Verger

Le grand rite musical du Comité central du P.C.F. s'est déroulé comme prévu, le 22 avril à Levallois. Le premier solo a été tenu par Gaston Plissonnier qui a fait consciencieusement, en bon exécutant, l'apologie des résultats électoraux du P.C.F., rappelé les quelques petites dissonances (Toulouse...) souligné la nécessité d'intensifier les efforts pour le combat démocratique et l'union P.C.F.-P.S., sorti le grand refrain sur la « démocratie avancée », sans oublier la petite note aigrette contre les gauchistes, ces empêcheurs d'unifier en rond. Puis, il a laissé sa place au grand ténor Georges Marchais, qui a éprouvé le besoin de moduler savamment et longuement sur les thèmes brossés par le rapporteur. Comme il vaut mieux commenter les textes du bon Dieu que ceux de ses apôtres, examinons donc de près l'intervention de Marchais.

Laissons tout d'abord de côté le couplet habituel anti-P.S.U., sur son rôle électoral de diviseur — et qui semble décidément bien chaouiller nos camarades du P.C.F. (nous aurions espéré à ce sujet qu'au cours du Comité central, le P.C.F. aurait fait un semblant d'autocritique, sur l'attitude sectaire prise par le même Marchais, de rupture des négociations avec notre parti en janvier dernier, mais comment un dirigeant du « Parti de la classe ouvrière » peut-il se tromper, puis se déjuger ?)

## Une analyse promoteuse

L'analyse de la situation française par Marchais ne manque par contre, pas d'intérêt.

On y apprend ainsi que « le mécontentement est grand dans le pays », que « les luttes économiques et politiques sont nombreuses dans notre pays... elles se caractérisent par un niveau élevé de combativité » et aussi que « le développement du mécontentement et des luttes populaires... vont de pair avec l'accentuation des contradictions qui minent la coalition gouvernementale ». Qu'est-ce qui bloque la société française ? « C'est précisément la mainmise qu'exerce sur la vie et sur les ressources nationales, une poignée de grandes firmes capitalistes. »

Résumons à ce stade la pensée lumineuse de Marchais.

La lutte de classe s'intensifie et gagne des secteurs périphériques de plus en plus larges, et en face, qu'est-ce qu'il y a ? Le capitalisme d'une poignée de monopoles. On va donc pouvoir en sortir très vite ? C'est précisément le problème qu'il pose ensuite dans son intervention :

« Comment en sortir ? se demandent aujourd'hui des millions et des millions de Français... A ces questions le Parti communiste apporte une **réponse claire** ». Arrêtons-nous un peu avant d'écouter cette réponse. Il s'agit d'un instant émouvant. Nous supposons en effet que Georges Marchais a marqué ici un temps d'arrêt, et que durant quelques secondes de silence, ses auditeurs ont retenu leur souffle, prêts à boire la divine parole. Celle-ci ne s'est pas fait attendre.

## Une conclusion vide de contenu

« Rien de décisif ne sera fait pour notre peuple si l'on ne s'attaque pas à la racine du mal : **C'est-à-dire à la toute-puissance des monopoles capitalistes**. C'est dans ce but que nous proposons à notre peuple de lutter pour remplacer l'actuel pouvoir des monopoles par un régime démocratique nouveau qui réalise les grandes réformes sociales, économiques et politiques dont la France a besoin ». (Suit une énumération classique des grandes mesures que prendra, dans l'intérêt du peuple, ce régime de démocratie avancée).

Laissons de côté l'appréciation que nous pouvons avoir sur le contenu de ce régime dit de démocratie avancée, et revenons encore sur la dialectique de Marchais en résumant l'ensemble de son analyse et de sa réponse :

- La lutte de classe s'intensifie ;
- Une poignée de monopoles contrôle toute la vie politique ;
- Réponse « claire » du P.C.F. : il faut briser la toute-puissance des monopoles ;

● Comment ? Réponse : en remplaçant ce pouvoir par un régime de démocratie avancée. Point final.

A ce stade de l'argumentation, il est difficile, même en se situant dans l'optique de Marchais, d'être satisfait par ce genre de réponse. En effet, il reste une question (et une question de taille !) à laquelle il n'est pas répondu :

**Comment remplacer ce « pouvoir des monopoles » par un « régime de démocratie avancée » ?**

Par la violence, c'est-à-dire par un mouvement révolutionnaire de masse ? Pour Marchais, c'est évidemment NON (on ne comprendrait pas en effet à quoi riment les attaques répétées du P.C.F. contre les révolutionnaires ; et d'autre part si l'on se réfère au dernier Congrès du P.C.F., la voie choisie pour le passage à la « démocratie avancée » sera « pacifique »... d'ailleurs, il n'y a qu'une « poignée de monopoles » à briser...).

## Encore " le crétinisme parlementaire "

Reste comme seule alternative, la voie parlementaire, voie royale, privilégiée, exclusive.

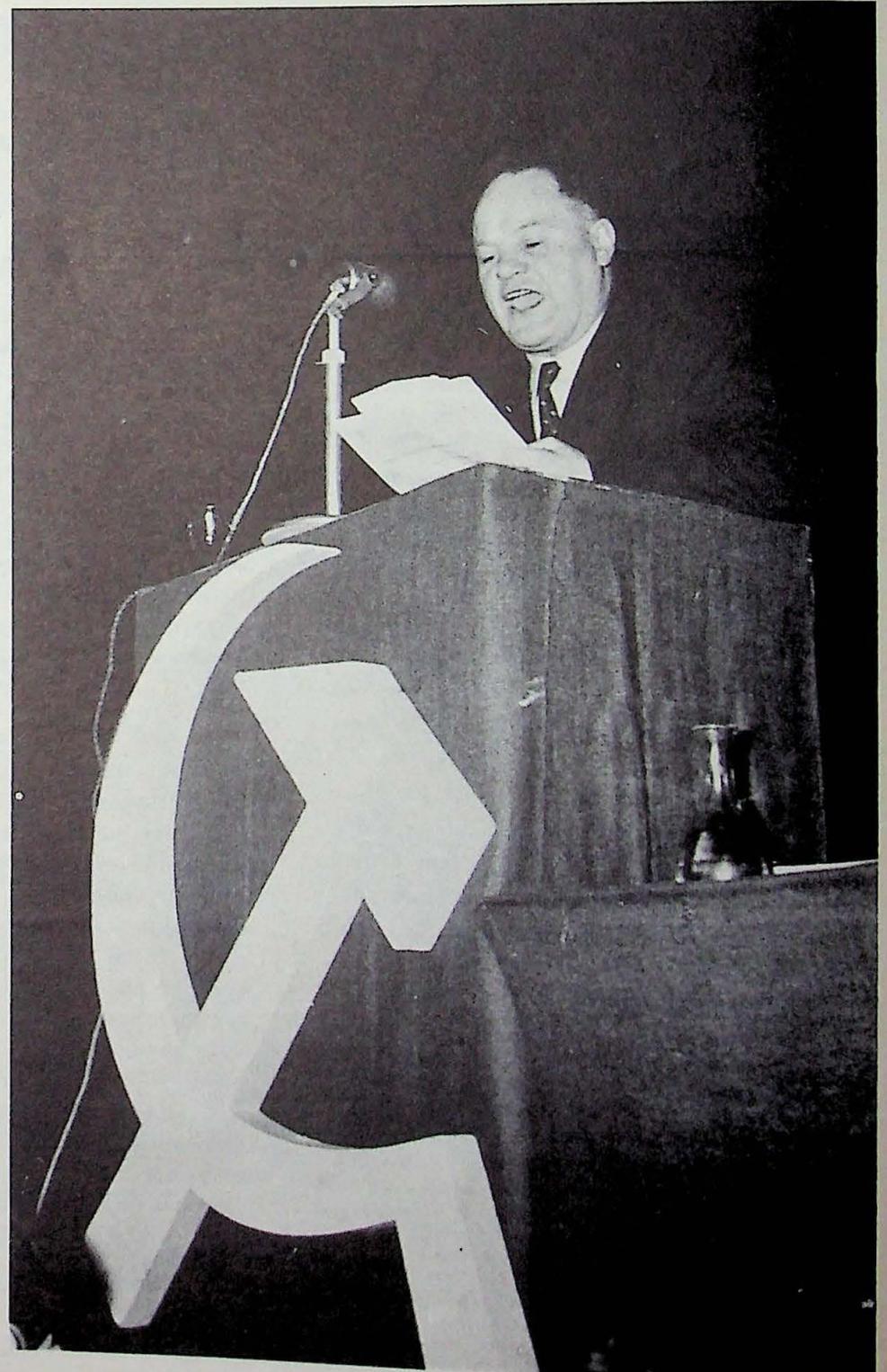
Quand on connaît les moyens légaux que s'est octroyés le gaullisme pour façonner à son bon vouloir des structures électorales « sur mesure », quand on analyse d'une manière même simple, le problème de l'Etat dans un pays comme la France, où le fameux « blocage » de la société provient en réalité directement des institutions bourgeoises qui ont pour but de pérenniser le pouvoir actuel, on s'étonne de voir le secrétaire général du « parti de la classe ouvrière » ou-

blier à un tel point les leçons élémentaires du marxisme, et par exemple celles de la Commune de Paris.

En réalité, les dirigeants du P.C.F. refusent d'aborder le problème de l'Etat bourgeois, parce qu'ils ne croient plus au socialisme. C'est la raison pour laquelle leur politique « d'union démocratique » est irrémédiablement tournée vers les réformistes et radicaux de tous poils.

Voilà ce que chaque militant du P.C.F. doit comprendre.

Avec patience, obstination, et à l'aide de l'action, nous gagnerons à nos idées ceux que la musique du P.C.F. continue encore à endormir.



# Appel du Bureau National pour le 1<sup>er</sup> mai

Le P.S.U., la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, l'Alliance Marxiste Révolutionnaire appellent les travailleurs et la jeunesse scolarisée de la région parisienne à manifester pour l'élargissement des luttes contre le régime Pompidou-Chaban. D'ores et déjà il apparaît que de nombreuses organisations participeront à ce 1<sup>er</sup> Mai. Le Secours Rouge, la Fédération F.O., de nombreuses sections syndicales d'entreprise appellent à cette manifestation qui partira le samedi à 11 heures de la gare de l'Est.

Le 1<sup>er</sup> mai 1971 à Paris, cent ans après la Commune, pouvait laisser espérer une large manifestation unitaire capable de mobiliser l'ensemble des travailleurs contre le pouvoir capitaliste, la répression patronale et un système dont Chaban-Delmas ne parvient même plus à dissimuler les impasses. Les responsables de la C.G.T. ne l'ont pas voulu en lançant l'exclusive contre les militants révolutionnaires qui pourtant le 1<sup>er</sup> mai 1970, malgré le service d'ordre, avaient démontré clairement leur discipline et leur sens politique. La C.G.T. a montré à nouveau dans les faits une volonté de division qui entraîne le freinage des luttes ouvrières. D'autres organisations telle que la C.F.D.T. n'ont pas voulu participer à un défilé qui n'a plus aucune portée com-

bative. De ce fait, les militants révolutionnaires doivent prendre leurs responsabilités.

Le P.S.U. appelle les militants politiques et syndicaux qui se refusent à subir le diktat de la direction de la C.G.T. à manifester samedi, à 11 heures, dans un défilé autonome, leur volonté de donner au 1<sup>er</sup> mai toute sa signification anticapitaliste en liaison étroite avec les luttes qui se mènent aujourd'hui dans les entreprises, les lycées et les quartiers.

Comme pendant la Commune, ils relieront à l'exigence de la prise du pouvoir, leur volonté de lutte pour l'augmentation uniforme des salaires, pour imposer de fait d'autres conditions de travail et faire échouer la représen-

gement (« engageons donc une grande action nationale sur le double mot d'ordre : cent mille logements H.L.M. de plus par an et arrêt des hausses de loyers »)... mais engageons que « l'aventurisme » sera banni de cette campagne !

Citons aussi la campagne sur les transports : « pas de hausses des tarifs » (mais dans le numéro de « France Nouvelle » on attaque les comités d'usagers qui appellent, dans une affiche jaune largement placardée sur les murs de Paris, les Parisiens à s'opposer aux prochaines hausses !).

Citons enfin la campagne sur le désarmement, ou quelques mots d'ordre justes (comment les populariser ?) sont lancés au « nom de l'intérêt national » !

Ah ! si les gauchistes n'existaient pas, le P.C.F. devrait les inventer... pour puiser chez eux l'imagination qui lui fait défaut. Il est vrai que l'élève en l'occurrence fait pâle figure ! □

## Le P.S.U. montre l'exemple au P.C.F.

Parmi les « sept grands objectifs nationaux » mis en avant par Georges Marchais au cours du comité central du P.C.F., c'est-à-dire devant servir de thèmes de campagnes nationales, trois d'entre eux, par leurs mots d'ordre (et parfois même dans leur formulation) sont directement « empruntés » aux campagnes menées par notre parti. Citons : la campagne sur le lo-

## Les diviseurs du P.C.F. à l'œuvre chez les parents

Au Congrès du Conseil parisien de la Fédération Cornec, tenu les 25 et 26 avril, pour la première fois, une forte opposition s'est manifestée contre le caractère routinier et bureaucratique des orientations définies par un bureau solidement tenu en main par les sous-marins du P.C.F. Le débat d'orientation générale a été l'occasion pour de nombreux militants de demander qu'un texte plus « musclé » sorte de cette assemblée.

Mais nos fameux sous-marins ont veillé au grain. Et eux qui ont sans arrêt le mot d'unité à la bouche, se sont bien chargés au cours des élections du Bureau de faire éliminer par leurs manœuvres les candidats jugés un tant soit peu gauchistes : dame, l'unité doit toujours se faire sur la droite ! □

## Libérez les militants du Sacré-Cœur

Six mois de prison ferme, tel est le verdict qui a frappé la majorité des militants du Secours Rouge qui, le 19 février dernier, pour protester contre la répression et en solidarité avec Richard Deshayes, ont occupé le Sacré-Cœur. Symbole d'une église organiquement liée à la bourgeoisie triomphante du XIX<sup>e</sup> siècle, le Sacré-Cœur l'est à présent de l'arbitraire policier.

En ce centième anniversaire de la Commune, écrasée par la bourgeoisie versaillaise qui allait élever le Sacré-Cœur, les Versaillais de 1971, les Pompidou, les Marcellin, ne pouvaient pas manquer de célébrer à leur manière cet anniversaire. Ce procès leur en a fourni le prétexte. Triste occasion pour Mgr Charles, le recteur du Sacré-Cœur de se placer dans la lignée des pires réactionnaires de l'Eglise...

Mais nous ne confondons la masse des militants catholiques et Mgr Charles à propos de ces événements.

Nous nous contenterons de citer le bulletin d'informations paroissiales des 3-4 avril de St-Jean-de-Belleville analysant la Commune :

« Nous ne pouvons ignorer non plus que l'Eglise fut située par le peuple et par elle-même dans le camp des forces de l'ordre et qu'une rancune tenace contre elle a trouvé là son plus tragique enracinement. Le crucifix qui présidait aux délibérations de l'Assemblée de Versailles et à la décision d'écraser Paris, en fut le plus douloureux symbole. C'est encore à Belleville que cette rancune fut la moins marquée et que le clergé local fut le mieux toléré.

Comment ne pas entendre cet appel, venu peut-être d'une difficile mais tenace espérance, crié dans une église de Belleville, transformée le soir en assemblée populaire, par un orateur de la Commune :

« C'est Toi que j'invoque, Toi Christ, qui as versé ton sang pour nous. C'est de la couleur de ton sang que nous avons teint

## Les casseurs de La Villette

Sous la III<sup>e</sup> République, l'affaire Stavisky faisait tomber un gouvernement. Sous la IV<sup>e</sup> République, différents scandales du type du trafic des piastres, contribuèrent à leur manière, à discréditer le régime.

Disons le tout net : Stavisky était un enfant de chœur par rapport aux hommes responsables du scandale de La Villette !

110 milliards d'anciens francs engloutis en pure perte ! (pas pour les entrepreneurs et les financiers qui se sont largement sucrés dans cette opération).

110 milliards : cela représente à peu près la création nouvelle de 100.000 lits d'hôpitaux ou de 40.000 logements !...

Quand les lycéens ou des étudiants inscrivent des graffiti sur les murs, la grande presse et l'O.R.T.F. s'émeuvent, le gouvernement crie au scandale.

Question posée à M. Guichard : Combien de milliers de kilomètres de graffiti peuvent-ils être effacés grâce à 110 milliards ? □

*L'étendard populaire. Tu ne saurais nous méconnaître car tu étais fils du peuple. »*

*Que l'Histoire se soit souvenue du Crucifix de Versailles ne nous empêche pas de croire que le Christ était aussi à Belleville et qu'il y agonisait, il y a cent ans... » □*

## Senghor fait faire son travail

A Dakar, les étudiants s'élèvent contre le régime policier du poète Senghor. Ils refusent de passer leurs examens. Une véritable chasse s'abat sur le mouvement étudiant. 249 d'entre-eux sont expulsés, dissolution de l'U.E.D. et l'U.D.E.S. (organisations étudiantes), fermeture de l'université...

Pour protester contre la répression actuelle, des étudiants sénégalais déclenchent une grève de la faim à la cité universitaire boulevard Jourdan.

Quelques heures après, les flics investissent le pavillon et les embarquent... Nous demeurons sans nouvelles !

Il est pourtant inutile de questionner Mme Soleil pour savoir le sort qui leur sera fait !

# Luttes lycéennes

Voici deux comptes rendus de luttes lycéennes dans deux établissements totalement différents. On y retrouvera la diversité des motifs de l'action (nourriture détestable à Bar-le-Duc, répression disciplinaire à Louis-le-Grand) mais le même type de questions posées par la radicalisation du mouvement.

T.S.



## La grève à Bar-le-Duc

Lorsqu'elle parle des grèves de lycéens, la presse bourgeoise n'hésite pas à mettre l'accent sur les aspects négatifs : casse, graffitis, présence d'« agitateurs gauchistes », etc. Il faut bien reconnaître que les mouvements lycéens ont parfois du mal à trouver un écho favorable auprès des travailleurs. Quant à la solidarité des syndicats enseignants, elle est la plupart du temps nulle.

Les lycéens de Bar-le-Duc ont montré qu'ils étaient capables de mener une action résolue, tout en forçant la solidarité des parents (Armand, Cornec) et de bon nombre d'enseignants (exceptés ceux du S.G.E.N. et du S.N.A.L.C.) (1). Voici les faits :

Le samedi 13 mars, à 8 heures, une bonne majorité d'élèves du lycée de Bar-le-Duc restent dans la cour, puis se réunissent dans une salle. Motif connu : la mise à pied pour trois jours d'un de leurs camarades, coupable d'incorrection envers un enseignant. L'intéressé ayant reconnu ses torts, les professeurs font savoir aux élèves qu'ils ne sauraient se solidariser avec eux sur ce point.

En réalité, une colère qui remonte à longtemps ne tarde pas à trouver son expression : les élèves élaborent un cahier de revendications qui portent essentiellement sur :

- amélioration du règlement intérieur et de la sécurité ;
- amélioration de la nourriture.

Les internes et demi-pensionnaires sont décidés à ne pas céder sur ce dernier point.

Une commission permanente est réunie qui donne satisfaction sur la plupart des points du règlement. En même temps, on fait savoir aux grévistes que si le « désordre » continue, la fermeture du lycée interviendra. Ceux-ci décident de reprendre les cours, mais continuent à faire la grève des repas. Ils organisent eux-mêmes le ravitaillement et donnent à manger en priorité aux « petits » du premier cycle. Quant à la nourriture servie au réfectoire, elle refroidit dans les plats. La solution est aux mains du Conseil d'administration : s'il vote le passage du lycée du 6<sup>e</sup> au 8<sup>e</sup> échelon, la nourriture s'améliorera (traduire : si les parents acceptent de payer davantage de frais de pension). Le Conseil se réunit et

vote contre l'augmentation d'échelon puis rédige une motion dans laquelle il note : « qu'aucune garantie rectorale n'est donnée pour l'amélioration des cuisines » et « s'élève contre toute fermeture du lycée ». Ceci se passe un jeudi après-midi (les élèves ne sont pas là). Les lycéens ayant prévu de se réunir le vendredi matin (donc de manquer les cours) l'administration leur fait savoir que si les cours ne sont pas suivis, le rectorat serait au courant et que le lycée fermerait. Pour les grévistes, cela signifie : risque de démobilisation, répression, ils savent qu'on va leur rejeter la responsabilité de la fermeture.

Le vendredi matin, à la surprise de tous, un tract est distribué à tous les lycéens, exposant les résultats du Conseil d'administration, et comportant un bulletin de vote. Résultat : à 8 heures, tout le monde est au travail et la reprise de la grève des repas est votée par 900 voix contre 100.

Les parents d'élèves se mettent en effervescence : ils promettent de prendre le « relais » et que tous les jours, un parent sera au lycée pour goûter les repas.

La municipalité décide d'accorder des crédits pour financer la réfection des cuisines.

Le recteur reconnaît par écrit la « médiocrité des repas ».

Une commission des menus, comprenant essentiellement des lycéens, est constituée.

Il paraît qu'au Lycée de Bar-le-Duc, les repas sont mauvais depuis dix ans. De nombreuses protestations avaient déjà été émises. Il a fallu attendre que des jeunes se fâchent pour que les parents, professeurs et administration, fassent quelque chose. L'exemple est venu des jeunes, qui, tout au long de leur action, ont montré leur détermination : une bonne leçon pour le syndicalisme enseignant, incapable de trouver d'autres moyens que la « gré-grève » de 24-48 heures, et ceci à seule fin de se prouver qu'il existe (voir la dernière grève S.N.E.S.).

Autre résultat : certaines mauvaises langues ont dit que le Conseil d'administration, organe de « participation », est un piège, puisqu'il sert à cautionner en particulier le budget, sans pouvoir faire de véritables choix. Les élèves, en tout cas, en sont convaincus !

Au fait : il n'y a eu ni casse, ni graffitis, mais des « agitateurs gauchistes » auraient été « démasqués »... Affaire à suivre... □

(1) SNALC : Syndicat National des Agrégés des Lycées et Collèges.

## Centre de luttes lycéennes

Le Bulletin de Liaison des luttes menées à Paris et en province au cours de ces derniers mois est disponible au 27, rue Linné, Paris V<sup>e</sup>. On y trouvera également le rapport du stage national de Pâques qui a réuni des camarades d'une trentaine de villes.

Adresser les commandes pour le Bulletin de Liaison et pour la Feuille d'intervention « Continuons le combat » au 27, rue Linné.

Prix de « Continuons le combat » : 0,50 F.

Prix du Bulletin : 1 F.

Versements à adresser à C.C.P. Jacques Videcocq n° 13973-46 Paris.

Mentionner « Pour le C.L.L. ».

N.-B. — Les permanences ont lieu tous les jeudis et samedis après-midi.



# Lutte contre la répression à Louis-le-Grand

Les événements dont Louis-le-Grand fut, avant les vacances, le théâtre sont pour de nombreuses raisons importants. Le lycée Louis-le-Grand est un des lycées auxquels la bourgeoisie tient beaucoup, pour des raisons pratiques (le nombre important d'intégrés aux grandes écoles chaque année) et historiques (Pompidou, Victor Hugo et bien d'autres y furent élèves).

Pour une théorie et une pratique révolutionnaires

## Critique socialiste

REVUE THEORIQUE DU P.S.U.

Au sommaire du n° 3

### ● J.-M. VINCENT

« Rapport d'orientation au conseil national de Rouen du P.S.U. »

### ● Lucio LIBERTINI Raniero PANZIERI

« Sept thèses sur le contrôle ouvrier. »

### ● Raniero PANZIERI

« Sur l'utilisation capitaliste des machines. »

### ● Christian LEUCATE

« Développement national et luttes de classes - Algérie 70. »

### ● Antoine RICHARD

« Pour un syndicalisme des travailleurs. »

### ● Pierre GAUTIER

« Le salaire socialiste ».

Prix du numéro : 5 F.

Abonnements (6 numéros) : France 24 F - Etranger 32 F.

Editions SYROS, 54 bd Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup> (C.C.P. 19.706.28).

SPECIMEN GRATUIT sur demande

### Un proviseur de choc

Qui est M. Deheuvels ? C'est le proviseur de Louis-le-Grand depuis les événements de 69 au cours desquels notre camarade Rebourcet perdit une main. Nommé à Louis-le-Grand pour y rétablir l'ordre bourgeois, toutes les pratiques furent bonnes pour Deheuvels :

● **Les exclusions** : On compte de très nombreux exclus (300 selon certains) pour motifs politiques, grâce aux conseils de discipline ou aux conseils de classes.

● **Les intimidations** : Après une journée anti-impérialiste, l'année dernière, 80 élèves reçurent une lettre les avertissant que s'ils recommençaient à sécher les cours pour aller à un meeting, ils seraient vidés. Cette pratique fut de nouveau utilisée lors de l'affaire Guiot et pendant les récents événements, contre certains camarades.

● **Le chantage** : Certains élèves furent prévenus qu'ils n'étaient gardés qu'à condition de se tenir à carreau.

Depuis quelque temps, la politique du proviseur avait changé ; il évitait toute publicité, il tentait de faire pourrir les mouvements ; il voulait faire croire que sa politique de normalisation et « d'ordre moral » avait réussi. Il n'en était rien : de vigoureuses campagnes sur la liberté d'expression, les conditions de vie des internes, contre la répression avaient été menées, outre les initiatives centrales des comités de lutte tendant à faire sortir les lycéens de leurs lycées.

M. Deheuvels suit les consignes à la lettre, mais il lui arrive de les appliquer en flèche : il fut le seul proviseur de lycée parisien à oser suspendre, non pas un, mais sept élèves lors de l'affaire Guiot. Tous ces élèves furent réintégrés devant le mouvement de solidarité qui s'était dessiné au lycée. De nouveau, M. Deheuvels a voulu faire un exemple, récemment : deux élèves furent suspendus après la projection en salle syndicale d'un film : « Sochaux en Mai 68 », le mercredi 24 mars (film muni d'un visa de censure et passé sans encombre dans d'autres bahuts).

La politique Guichard-Marcellin de « compréhension dans la fermeté » se trouvant ainsi mise en pratique.

### La réplique

Le mouvement lycéen ne tarda pas à répliquer en montrant sa force et sa détermination. Dès le samedi, le bahut est presque entièrement en grève. Il est important de noter le caractère actif de cette grève :

● Passage de deux films (Mari-gheila et l'attaque de la mairie de

Meulan) le samedi dans la salle des fêtes, devant 600 lycéens.

● Occupation du hall par 500 grévistes le lundi aux cris de « Deheuvels père et fils, entreprise de répression », « Réintégration sans conditions », « Liberté d'expression », etc., pour protester contre les intimidations pratiques par M. Deheuvels et son fils, le matin même, (ils relevaient les cartes des éléments les plus dynamiques, et M. Deheuvels alla même jusqu'à frapper un élève qui refusait de lui présenter celle-ci). A la suite de cette journée, le nombre des suspendus est de treize.

● Interventions dans les classes qui continuaient à faire cours, pour expliquer notre mouvement.

● Nouvelle occupation du hall le mardi pour protester contre la présence de vigiles dans le lycée (ces vigiles furent raccompagnés à la porte sans heurt, alors qu'ils venaient de tabasser un de nos copains).

● Animation dans le foyer, le mercredi : atelier d'affiches, sketches, jazz, etc.).

Le point culminant fut le jeudi (jour du conseil de discipline), avec une manifestation dans le Quartier latin, regroupant 2.000 lycéens environ. En effet, partout, des actes de solidarité not eu lieu : grèves à Montaigne, Saint-Louis et Henri-IV (et partiellement à Fénélon), meetings de soutien à Lavoisier, Lakanal, Buffon, etc.

### Bilan positif

L'élément le plus positif, dans le lycée, de ces événements, fut certainement la prise de conscience par les élèves de la nature de l'administration (Deheuvels encourageant de la voix les vigiles à taper sur notre camarade, cela faisait un tableau impressionnant) et de la fonction des lycées dans le système capitaliste.

Est apparue également la nature bourgeoise de tous les grands quotidiens d'information : le black-out fut en effet total jusqu'à la fin des événements, sans doute par peur d'une extension du mouvement. Il était pourtant impossible de ne pas voir que les lycées Louis-le-Grand, Henri-IV, Saint-Louis et Montaigne étaient cernés par plus d'un millier de flics. Simplement, la télé s'est contentée de faire venir le recteur Mallet, le 2 avril, qui nous a parlé « d'actes de vandalisme » (?) et de « violence », (?) ainsi que de « l'agression d'un surveillant général par des éléments masqués » (!), de « menaces de mort écrites et orales envers l'administration ! ».

Il est sans doute fait allusion, dans cette dernière accusation, du slogan : Deheuvels, salaud, Louis-le-Grand aura ta peau ! Mais nous, nous disons que Deheuvels menace de mort la liberté d'expression dans ce bahut et que cela fait partie d'une vaste campagne de reprise en main dans toute la France. □

## L'affaire du lycée Mallarmé (suite)

Ainsi qu'on pouvait le craindre, le rapport de la Direction contre un professeur non titulaire, a entraîné la suppression de la délégation rectorale (cf. « T.S. » n° 492). Motif ? On le rend responsable d'une réunion du foyer interdite par l'administration. En fait, il n'en est rien : la seule responsabilité de M. Bertin (le professeur sanctionné) dans l'affaire fut d'avoir négocié avec la police, appelée par la direction, la sortie des élèves afin d'éviter des heurts. La lutte contre cet arbitraire a été entreprise au lycée par la plupart des professeurs et les élèves.

Du côté des profs, une grève de 48 heures a eu lieu à partir du mardi 20 avril. Le 23, une succession de réunions aboutissait à la décision suivante prise par une assemblée générale des professeurs : ultimatum envoyé au rectorat ; si le mardi 27 il n'a pas décidé la réintégration de M. Bertin ou sa nomination dans un poste vacant équivalent, grève automatique dès le lendemain 8 heures. D'ici là, les membres du S.G.E.N. reprenaient le travail, ceux du S.N.E.S. et des non-syndiqués faisant une grève des cours. Du côté des élèves, la grève pour obtenir la réintégration de M. Bertin a été votée à l'unanimité (moins une voix) des 300 élèves (sur les 450 du 2<sup>e</sup> cycle) d'une assemblée générale le 23.

Ce qui est posé, c'est maintenant l'élargissement de cette lutte, le soutien des élèves et des profs d'autres établissements. Car ce cas est exemplaire : révélateur de la répression sournoise menée par une direction contre les élèves et leurs activités (foyer) et les profs (voir « T.S. » du 11 février dernier) ; révélateur de la politique répressive du ministère et des rectorats, sanctionnant automatiquement des profs pour des « fautes » de moins en moins importantes, voire inexistantes, sur la foi de rapports erronés comme ici ; révélateur enfin de l'utilisation que fait le pouvoir des non-titulaires, exploités, sans garanties, masse de manœuvre pour l'Education nationale : on propose au non-titulaire viré de Mallarmé un poste dans un C.E.S., où il prendrait ainsi la place d'un auxiliaire alors réduit au chômage !

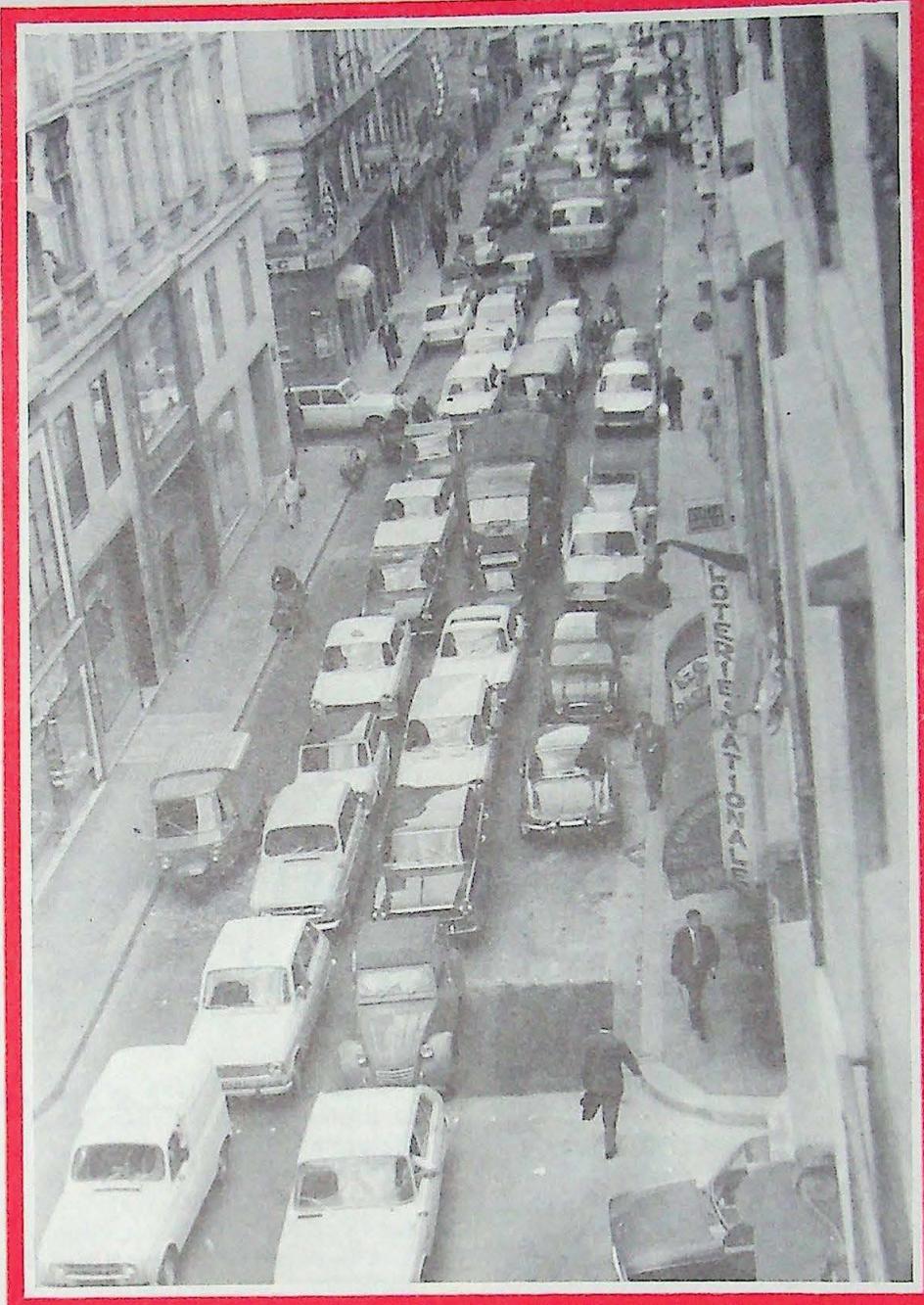
Ce sont là les problèmes de fond soulevés par cette mesure arbitraire, sur lesquels doit se fonder la lutte actuellement menée. □

## La colère des usagers

J. Kergoat

Sur le problème des transports, le gouvernement hésite. La hausse prévue pour... juin 70 est de mois en mois reportée. Fébrilement, le pouvoir feint de reprendre, en les dénaturant, les mesures préconisées par les comités d'usagers, car il les sent populaires. La carte unique ? Les experts gouvernementaux la disaient techniquement impossible il y a quelques mois, on la prépare aujourd'hui. Payée par le patron ? Quand même pas ! Mais on rétablira la taxe sur les entreprises supprimée en 1958, histoire de faire croire qu'ils paieront quand même un peu... Peut-être ira-t-on même jusqu'à ménager, à la prochaine hausse, les titulaires de cartes hebdomadaires...

C'est que le pouvoir sait que, malgré le verbiage sur la priorité aux transports en commun, la situation dans ce domaine ne cesse de se dégrader, la colère des usagers croît de jour en jour, et —



pire — elle s'organise au sein des comités d'usagers.

### Luttes internes, luttes externes

Ces derniers mois, en effet, les comités d'usagers ne sont pas restés inactifs. De nombreuses actions se sont déroulées tant sur les lieux (les usagers qui vont plus vite à pied) que sur les trains (occupation des premières classes) et sur le métro (par exemple, manifestation de masse contre l'insuffisance de la navette à Gambetta). Mais l'élément le plus intéressant de ces derniers mois est le travail fait au niveau des entreprises. Nous ne prendrons ici qu'un exemple, celui de la C.I.T. Keller (15<sup>e</sup>) car il nous paraît intéressant pour voir comment les comités d'usagers peuvent contribuer à l'articulation entre lutte interne et lutte externe à l'entreprise.

La C.I.T. Keller est une entreprise qui va être décentralisée, du 15<sup>e</sup> arrondissement à Vélizy en grande banlieue. Connaissant cette situation, le comité d'usager du 15<sup>e</sup> arrondissement décide d'intervenir, en liaison avec des camarades de l'entreprise. En janvier il distribue un questionnaire sur les conditions de transport des travailleurs de la C.I.T. et les modifications qu'amènera le départ à Vélizy. Ce questionnaire est ramassé, rempli, le soir, en même temps que des militants vendent le Livre Noir. Un tract appelle ensuite les travailleurs à une réunion où les réponses sont dépouillées. Quinze jours plus tard, le compte rendu est diffusé sur l'entreprise. Les résultats sont « explosifs » : pour la moyenne des interviewés, la durée du trajet quotidien passe de 1 h 45 à 2 h 33. Le coût hebdomadaire des transports passe de 14,55 F à 27,10 francs. Tous les interviewés, récla-

ment un service de cars gratuit... Les résultats sont largement discutés à l'intérieur de l'entreprise. Mais les camarades du comité d'usagers comme les travailleurs de la C.I.T. qui ont pris contact à cette occasion sont un peu désespérés. A la fin de leur dernier tract, ils ont bien posé des questions : transports en commun généralisés ? Organisation de transports par la C.I.T. comme elle le fait à Villarceau et au centre de recherche de Morcances ? Diminution du temps de travail correspondant au temps moyen de transport ? Mais une fois accompli ce travail de sensibilisation, que peuvent-ils faire maintenant ?

### Le refus syndical

C'est alors qu'intervient la section C.G.T. de la C.I.T.-Keller, dont il faut préciser qu'elle est en partie animée par des militants qui ne se situent pas sur la ligne politique du P.C.F., mais résolument à sa gauche. S'appuyant sur le travail fait par le comité d'usager, celle-ci lance dès la fin mars une campagne par tracts et papillons où le problème des transports est lié à d'autres revendications : Ramassage gratuit ! Remboursement des frais de transport ! 40 h tout de suite ! 150 F pour tous ! Immédiatement, cette campagne est relayée à l'extérieur par les organisations révolutionnaires ayant des contacts dans l'entreprise (le P.S.U. et Lutte Ouvrière), qui l'appuient par une intense campagne d'affiches. A l'intérieur, la température monte et la C.G.T. convoque une assemblée du personnel, le mercredi 7 avril : on y décide la grève pour le jeudi 8. Le lendemain, l'ambiance est à la lutte : les slogans sont combattifs (« Le patron ne paie pas, le combat paiera », « Métro-boulot-dodo, y en a marre »). Six cents personnes circulent en cortège dans les ateliers, une manifestation sort de l'usine pour se rendre à la direction générale, on occupe une heure durant le bureau du patron, et... bien sûr, il y eut des carences d'organisation et des erreurs : était-ce une bonne chose, par exemple, que de reporter la poursuite de la grève au mercredi suivant (pour avoir le lundi de Pâques payé, il faut travailler le jour précédent et le jour suivant) ? Mais la combativité des travailleurs était assez apparente pour que le patron se sente obligé de reculer. Alors qu'il déclarait quelques jours auparavant « Nous ne sommes pas une entreprise de transport », il cède sur le principe des cars gratuits : deux lignes immédiatement (Pont de Sèvres et Porte de Vanves), les autres après recensement des besoins, notamment entre la Porte d'Italie et la Porte de Versailles.

### Les leçons d'une grève

Au-delà des erreurs et des insuffisances, il est possible de tirer un certain nombre d'enseignement de ce qui s'est passé à la C.I.T.

Comment, par exemple, intégrer à la lutte dans les entreprises, les revendications concernant les transports ? On peut remarquer, de ce point de vue, qu'à la C.I.T.,

personne n'a réclamé « l'intégration du temps de transport dans le temps de travail ». Les revendications formulées étaient : puisque le patron nous décentralise, qu'il prenne à sa charge l'organisation du transport au-delà des portes de Paris ; qu'il paye de toute manière l'ensemble de nos frais de transports (rejoignant la revendication de la carte unique payée par les employeurs) et puisqu'il allonge en **moyenne** le temps que nous passons en transports, qu'il diminue notre temps de travail de manière égale pour tous.

Plus largement encore, ce qui s'est passé à la C.I.T. représente à nos yeux un bon exemple de la manière dont pourrait se compléter l'action des comités d'usagers, des syndicats et des organisations révolutionnaires. C'est tout naturellement, en effet, que les organisations révolutionnaires pourront maintenant populariser ce qui s'est passé à la C.I.T. et donner à cette lutte sa pleine signification politique. C'est tout naturellement aussi que la combativité des travailleurs de la C.I.T. se réinvestira au niveau du quartier, notamment à l'occasion de la journée d'action contre le scandale des transports du 28 avril.

### Le P.C.F. et l'unité des usagers

Le cartel des transports, qui regroupe les organisations démocratiques de la région parisienne, a en effet décidé l'organisation d'une journée de protestation le 28 avril. Pour sa part, la Fédération des comités d'usagers avait souhaité que s'organisent de telles manifestations — comme le rappelait Henri Baron, il y a quinze jours dans ces colonnes. Elle a donc appelé les comités d'usagers à participer à cette journée. Un certain nombre de conditions étaient ainsi réunies pour que cette journée représente une étape importante dans la mobilisation des usagers. C'est le mo-



ment que choisit un certain Roland Vuillaume pour écrire, dans l'hebdomadaire du P.C.F., « France-Nouvelle », un long réquisitoire contre la Fédération des comités d'usagers, sous le titre « L'Affiche jaune » (1). Les accusations sont nombreuses.

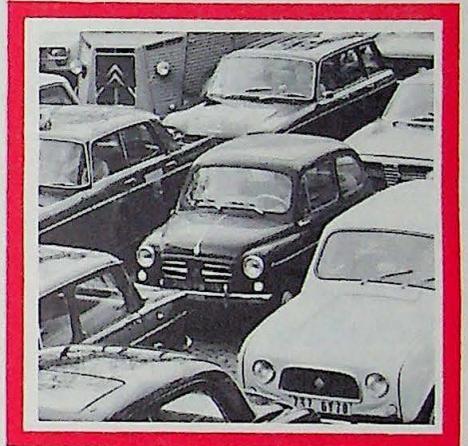
« N'y a-t-il pas, écrit R. Vuillaume, quelque puérité à attendre la hausse pour agir » en relevant l'appel de la F.C.U.T.C.R.P. à manifester le jour même de la hausse. Le malheur veut que, dans une récente conférence de presse, la Fédération des comités d'usagers a annoncé qu'elle souhaitait l'organisation de manifestations centrales avant la hausse, et qu'elle les organiserait seule au besoin. Le compte rendu de cette conférence de presse, l'ensemble des quotidiens l'a reçu. Mais apparemment, ce que connaît « l'Humanité », « France-Nouvelle » l'ignore. Manque de coordination entre les divers organes de presse du P.C.F. ?

R. Vuillaume ne s'arrête pas là. Parlant d'un « appel provocateur à la colère », il écrit : « Pourtant les poinçonneuses, contrôleurs, chefs de stations, surveillants et autres employés du réseau parisien ont quelques raisons de prendre la menace au sérieux et de se sentir visés. Ils n'ignorent pas que plusieurs de leurs collègues, dénoncés comme de vulgaires « sous-flics » par des commandos gauchistes ont été tout récemment encore l'objet de violences dans plusieurs gares S.N.C.F. et stations de métro. » Le but de R. Vuillaume devient ici nettement plus clair. Tout récemment encore, le P.C.F. télécommandait, par C.G.T. interposée, un communiqué intersyndical pour le moins douteux, dont la seule fonction était en fait de faire porter aux « gauchistes » la responsabilité des quelques incidents survenus dans le métro. Malgré l'appui frénétique de « l'Aurore », des C.D.R. et de la préfecture de police, cette opération, désavouée entre-temps par le syndicat C.F.D.T. de la R.A.T.P., a fait long feu... Alors, R. Vuillaume revient à la charge : que les comités d'usagers assurent que les usagers manifesteront leur colère en cas de hausse des transports et il en déduit savamment que cette colère vise... les employés de la R.A.T.P. Qu'importe qu'entre-temps la F.C.U.T.C.R.P. ait fait connaître clairement sa position sur les incidents ! Les bonnes âmes qui estimaient que nous prêtions à ce communiqué intersyndical des intentions qu'il n'avait pas devraient être aujourd'hui éclairés : le seul résultat des calomnies du P.C.F. est bien de creuser un fossé entre usagers et employés de la R.A.T.P., de discréditer à l'avance toute action de masse des usagers en la faisant porter au compte « d'éléments irresponsables ». A chacun sa manière de lutte contre le scandale des transports en commun.

### Pour une simple affiche jaune

Mais n'est-il pas vrai que « la prétendue Fédération des comités d'usagers, signataire de l'affiche jaune s'était elle-même alors volontairement exclue de l'action unie de la gauche » ? Ici, même pour un bureaucrate patenté, le mensonge est un peu gros. Il suffit de rappeler que, sans partager pour autant toutes les analyses des organisations qui le constituaient, la F.C.U.T.C.R.P. avait demandé très officiellement à être associée au cartel sur les transports. Et que seul le veto du P.C.F. et de la C.G.T. fit que sa participation fût refusée, ce qui motiva le départ du P.S.U. dudit cartel.

Cela ne gêne pas le moins du monde R. Vuillaume qui ajoute sur sa lancée que la « prétendue fédération » « n'a d'autre autorité que celle dont le P.S.U. et ses alliés trotskystes ont bien voulu l'investir ». R. Vuillaume aurait bien fait de se renseigner auprès de la dizaine de municipalités communistes qui, bon gré mal gré, ont dû convenir de la représentativité des comités d'usagers. Pour notre part, nous considérons que la F.C.U.T.C.R.P. a prouvé à maintes occasions qu'elle représentait authentiquement les usagers, et c'est la raison pour laquelle nos militants y travaillent.



De cela, R. Vuillaume n'a cure. Il laisse d'ailleurs percer le bout de l'oreille quand il écrit : « En fait c'est bien moins sur le problème des transports qu'il convient d'apprécier l'affiche jaune et son texte que sur l'attitude qu'elle révèle ». Le cri du cœur ! Car il est vrai que R. Vuillaume se fout du problème des transports. Ce qui l'intéresse — et l'inquiète — c'est le développement d'une organisation que le P.C.F. ne contrôle pas. Et, pour abattre et discréditer cette organisation, toutes les falsifications sont bonnes, fût-ce aux dépens des intérêts des usagers. Comment expliquer, autrement, que « France-Nouvelle » consacre une page à une simple affiche jaune, éditée et collée par des gens qui ne représenteraient qu'eux-mêmes ?

Heureusement, ce n'est pas cet article, aussi bête que méchant, qui suffira à entraver l'organisation des usagers. Tout au plus permettra-t-il à R. Vuillaume de prendre sa place — modeste il est vrai — dans la cohorte déjà longue des falsificateurs staliniens. □

(1) Affiche collée par les comités d'usagers dans la région parisienne.



# Quel avenir pour Politique-Hebdo ?

Gérard Féran

« Huit jours pour sauver « Politique-Hebdo ». C'est sous ce titre qu'est sorti jeudi dernier l'hebdomadaire lancé en octobre dernier par l'équipe de la revue « Politique Aujourd'hui ». Ce numéro de 8 pages est consacré à une explication des raisons financières qui interdisent, sauf soutien nouveau et rapide des lecteurs du journal, la poursuite de cette tentative originale dans la presse d'extrême gauche. Jean-Pierre Kertudo, administrateur de l'hebdomadaire, y explique notamment les raisons et les difficultés du pari financier tenté en octobre. Le problème tient en quelques chiffres : « Politique-Hebdo », écrit-il, a été lancé avec un peu plus d'un million de francs actuels. De l'avis de tous les spécialistes de la presse, c'était insuffisant pour donner à notre entreprise les chances de se développer. Nous avons décidé de partir quand même. » Pour surmonter ce handicap initial, il aurait fallu une augmentation des ventes très rapide. En effet la différence entre le prix de revient de chaque numéro (un peu plus de 110.000 F) et les recettes (60.000 F) entraînait chaque mois une perte de 200.000 F (20 millions anciens). Il fallait au journal gagner 25.000 lecteurs supplémentaires, objectif parfaitement réalisable par son audience croissante mais qui nécessitait un rapport financier beaucoup plus important.

Au moment où nous écrivons nous ne savons pas encore si l'appel à une souscription massive permettra ou non à « Politique-Hebdo » de reprendre immédiatement sa parution. Mais en tout état de cause il faut aujourd'hui tenter de faire un bref bilan politique de l'entreprise afin de comprendre comment se joue, pour l'extrême gauche française, le problème de la presse. On est en effet en droit d'attendre des militants révolutionnaires et de leurs organisations autre chose qu'un « c'est dommage, mais nous l'avions bien dit », devant cet échec provisoire.

Ni « Nouvel Observateur », ni organe de parti

Politiquement la tentative d'un journal d'extrême gauche non subordonné à une quelconque organisation était originale mais difficile. Jusqu'ici en effet il n'existait rien entre une presse d'organisation dont on sait la faiblesse tant au niveau de l'information que du débat, et une presse d'intellectuels de gauche de type « Nouvel Observateur ».

« Politique Hebdo » ne voulait pas être un « Nouvel Observateur plus à gauche ». C'est-à-dire qu'il se voulait profondément révolutionnaire et qu'il ne pouvait vivre que de ses expériences et de ses débats.

Mais, d'autre part, le journal se refusait à être une simple juxtaposition des différents courants d'extrême gauche, pas plus que le porte-parole de l'un d'entre eux. Certains voulaient voir en lui, par exemple, l'expression de « l'opposition communiste » en France, perspective qui aurait singulièrement limité son intérêt et son au-

dience. Il ne s'agissait pas non plus pour les journalistes et les collaborateurs de l'« Hebdo » de prétendre constituer autour de leur journal le noyau d'une future organisation révolutionnaire.

Pour réussir ce pari, il fallait donc qu'un large courant militant se développe autour du journal sans pour autant le transformer en mini-organisation politique. Ce courant, en fait, n'a pas vraiment existé et chacun en porte une part de responsabilité : l'équipe du journal n'a pas su dépasser le stade limité des associations des « amis de Politique-Hebdo ».

De leur côté, les militants d'extrême-gauche ont fait preuve d'une légèreté grave en considérant finalement ce journal comme un « produit fini », c'est-à-dire en ayant à son égard un comportement de simples lecteurs et non de militants. Il est intéressant de noter aujourd'hui que nombre d'entre eux, devant la situation dramatique du journal, découvrent qu'ils ont laissé passer là une occasion.

L'avenir de la presse révolutionnaire

Cette absence de réel soutien militant condamnait « Politique-Hebdo » à n'être diffusé que par les circuits commerciaux normaux des N.M.P.P. qui faisaient par ailleurs pression pour qu'un type de vente militante n'entre pas en concurrence avec sa propre diffusion. Enfin, et c'est peut-être sur ce point que les responsables du journal ont commis l'erreur la plus importante, il aurait sans doute fallu faire connaître très rapidement aux lecteurs la situation financière très grave dans laquelle se trouve l'hebdomadaire depuis plusieurs mois. « Politique-Hebdo » étant peut-être le seul journal important pour lequel le raisonnement commercial classique (« on ne dit pas aux lecteurs qu'un journal va mal car cela entraîne une baisse des ventes ») était erroné. Au contraire, tous ceux, et ils sont nombreux, qui considéraient comme capitale cette tentative de donner au mouvement révolutionnaire un moyen d'expression à sa mesure au-

raient été prêts s'ils avaient été mieux informés, à tout tenter bien avant ce mois-ci pour que le journal continue. Les difficultés financières rejoignent, on le voit, les difficultés politiques nées d'une situation où l'extrême gauche française n'a pas encore envisagé vraiment l'importance de ses moyens d'expression.

Nous dirons enfin quelques mots sur la forme et le contenu du journal. Quant à sa présentation, des problèmes importants se posaient malgré des progrès notables. A bien des égards, « P.-H. » restait difficile à lire (volume des articles, pages culturelles, présentation souvent assez confuse). Sur le fond, s'il a progressé dans les comptes rendus des luttes sociales et apporté en luttes internationales des dossiers extrêmement riches, il est resté sur d'autres points trop en retrait par rapport à ses objectifs politiques. En politique intérieure, par exemple, il est regrettable que l'on ait attendu le dernier numéro pour que la rédaction explicite ses objectifs politiques par rapport aux différentes stratégies possibles pour le mouvement révolutionnaire. S'il était normal que les colonnes du journal aient favorisé un débat, y compris avec la gauche du Parti socialiste et de la C.I.R., cela n'excluait pas la nécessité d'une orientation politique plus affirmée (notamment sur l'impasse d'une stratégie de type Front populaire en France). On peut regretter que ces critiques n'aient pas été formulées et débattues plus tôt, tant à l'intérieur de « Politique-Hebdo » qu'au sein de la presse des organisations révolutionnaires (« T.S. » comme les autres). Il reste que quelles que soient ses erreurs et ses difficultés, les raisons qui ont provoqué le lancement de « P. Hebdo » demeurent et sont même plus importantes aujourd'hui qu'hier. A l'heure où le courant révolutionnaire entame une critique théorique et pratique de son comportement antérieur dominé par sa phase gauchiste, il ne peut pas minimiser l'importance croissante qu'aura pour son avenir une presse révolutionnaire renouvelée dans sa diffusion et dans sa qualité. □

Toutes les semaines

**tribune**  
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes les semaines

**tribune**  
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes les semaines

**tribune**  
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

### Abonnements

6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir  
de ..... 80 F

C.C.P. 58 26 65

### « P.S.U. DOCUMENTATION »

#### Vient de paraître

N° 18-19 - La Hiérarchie des Salaires.  
Le numéro double ..... 2 F  
N° 20-21 - Le Capitalisme Contemporain.  
Le numéro double ..... 2 F

#### Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.  
N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.  
N° 16 - Les travailleurs immigrés.  
N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.  
Le numéro simple ..... 1 F  
Le numéro double ..... 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F  
à « TRIBUNE SOCIALISTE »  
54, boulevard Garibaldi, Paris XV<sup>e</sup>

#### Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

# Jeune Afrique démasqué

Lucien Saintonge

M. Béchir Ben Yahmed, président-directeur général de « Presse Africaine Associée », société éditrice de l'hebdomadaire « Jeune Afrique », devra encore attendre avant de récupérer ses locaux, 51, avenue des Ternes, à Paris, locaux occupés depuis sept semaines par une très grande partie du personnel en grève (ouvriers du livre, journalistes et employés). Le tribunal des référés, dans sa séance du 22 avril, a, en effet, refusé d'ordonner l'expulsion immédiate des grévistes comme le réclamait la direction de l'hebdomadaire. Chaque membre du personnel en grève recevra individuellement une notification lui enjoignant d'évacuer les locaux. Il aura un délai de huit jours après réception pour obtempérer. C'est là une mesure inhabituelle que les grévistes sont fondés à considérer comme une demi-victoire.

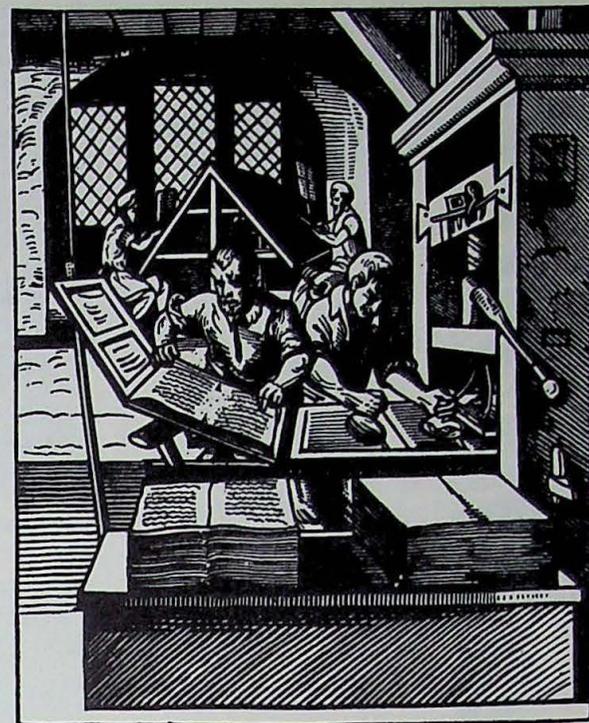
## Un curieux progressiste

Mais qui sont ces grévistes et que veulent-ils ? Quel est ce patron qui a longtemps bénéficié dans certains cercles de la réputation favorable de « progressiste » et qui, à la faveur de cette grève, se révèle sous son vrai visage, celui d'un exploiteur ?

Béchir Ben Yahmed, la quarantaine passée, est Tunisien. A vingt-huit ans, il était ministre de l'Information du président Bourguiba dans le premier cabinet de la Tunisie indépendante. Ambitieux, opportuniste et rusé, il appartient à la grande bourgeoisie terrienne. En 1961, il crée « Afrique Action » qui devient

quelques années plus tard « Jeune Afrique ». Cet organe de presse était destiné à servir ses ambitions politiques. Jusqu'en 1966, la ligne générale du journal est plutôt progressiste. A cette date, il se produit un virage à droite très marqué. La nouvelle ligne se caractérise par le respect des pouvoirs établis en Afrique. « Jeune Afrique » se fait le thuriféraire des régimes soumis au néo-colonialisme. Béchir Ben Yahmed n'est plus regardant (s'il l'a jamais été) sur ses sources de financement... La tendance qui se dessinait alors a atteint aujourd'hui son point culminant. Les éditoriaux « engagés » sur le Vietnam ne suffisent plus à donner le change. « Jeune Afrique », c'est l'évidence, n'est plus guère que le porte-parole de cette néo-bourgeoisie africaine — fruit des indépendances toutes neuves — qui se partage les miettes laissées par les trusts qui mettent l'Afrique en coupe réglée.

Il convient de préciser que même à l'époque lointaine où « Jeune Afrique » se prévalait de positions progressistes de façade, son P.D.G., Béchir Ben Yahmed, avait, vis-à-vis de ses employés, un comportement de patron féodal, c'est-à-dire mépris affiché envers ses collaborateurs, salaires dérisoires, hiérarchie de faveur, licenciements aussi abusifs qu'incessants. Durant ces trois dernières années, 50 personnes ont été licenciées sur un effectif moyen de 70 personnes ! Il aura fallu attendre l'année dernière pour voir se constituer une section syndicale dans l'entreprise qui a pourtant dix ans



d'existence ! Jusqu'à cette date, la direction était parvenue à annihiler dans l'œuf toute tentative du personnel de mettre sur pied un syndicat.

## Une attaque antisyndicale

C'est donc dans une telle situation que Béchir Ben Yahmed décidait la fermeture de l'atelier de composition et, par conséquent, le licenciement de 18 personnes, dont 15 syndiqués C.G.T. Le personnel répliquait le 11 mars par une grève illimitée avec occupation des locaux, non sans avoir épuisé auparavant tous les recours en conciliation. La direction de « Jeune Afrique » a invoqué des motifs économiques pour justifier sa décision. Un expert comptable désigné pour statuer sur la rentabilité de l'atelier condamné a conclu à sa... rentabilité. M. Béchir Ben Yahmed (et pour cause) a délibérément ignoré ces conclusions car — et c'est le fond du problème — la fermeture de l'atelier n'avait qu'un objectif : « en finir avec la section syndicale de l'entreprise » par la liquidation de son noyau le plus dur, rien d'autre.

Trois jours après le déclenchement de la grève, M. Béchir Ben Yahmed émigrerait, avec quelques « jaunes » (dont 3 journalistes seulement sur 12) et quelques dossiers, dans de nouveaux locaux situés avenue Victor-Hugo et loués à 7.000 F la semaine ! Il parvenait tant bien que mal, semaine après semaine, à sortir des numéros pirates en dépit du soutien — très « théorique » il est vrai — apporté par la Fédération du Livre aux grévistes.

## Une attitude singulière

L'attitude défaitiste du comité intersyndical du Livre parisien, et singulièrement de la Chambre syndicale typographique (contrastant avec le ferme soutien de l'Intersyndicale des journalistes) a été l'obstacle majeur que les grévistes ont rencontré sur le chemin de la victoire. Jamais la collusion de la F.F.T.L. avec le patronat n'avait été aussi flagrante.

Bref, une trahison pure et simple. Dès le départ, les dirigeants Guinot, Waille et Bureau qui président (pour son malheur) aux destinées de la Chambre typo, ne cachaient pas que cette grève, qui regroupe pour la première fois en France des journalistes et des ouvriers, n'était pas de leur goût. Et de citer au troisième jour la fameuse phrase : « Il faut savoir finir une grève, camarades ! »...

Parallèlement, ils cherchaient à « déboucher » les grévistes en proposant à certains ouvriers des emplois mieux rémunérés et immédiatement disponibles.

Ignorant le comité de grève, ils faisaient preuve à l'égard de son président (un Guinéen) d'un racisme digne du journal « Minute ».

Ils interdisaient l'organisation de collectes en faveur de la grève.

A l'inverse, M. Ben Yahmed bénéficiait de leur compréhension, ce qui lui permettait de sortir tranquillement son journal dans une imprimerie de la banlieue parisienne (en dépit du prétendu boycottage de la F.F.T.L.).

Devant la ferme résistance opposée à leurs manœuvres par les grévistes, les dirigeants de la Chambre typographique signaient purement et simplement, le 9 avril, un protocole d'accord entérinant le licenciement collectif des camarades de l'atelier contre des indemnités sensiblement égales à celles auxquelles avait « consenti de bon cœur » le patron au début de la grève. Et ce, sans que les principaux intéressés aient été consultés à aucun moment.

Les responsables de la Chambre typo poussaient l'outrecuidance jusqu'à menacer de radiation les ouvriers qui refuseraient de se plier à leur diktat !

Fort de ce soutien pour le moins inattendu, Béchir Ben Yahmed avait beau jeu de durcir ses positions : il a décidé de licencier sans autre forme de procès les 36 grévistes ! Il fait place nette.

La Fédération des Travailleurs du Livre a ainsi, d'un commun effort avec M. Ben Yahmed, mis fin à toute politique syndicale à « Jeune Afrique ».

## Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup>

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

### VOUS PROPOSE

Liste N° 8

|   |          |
|---|----------|
| — Fascisme et dictature, N. POULANTZAS .....                                      | 23,70 F  |
| — Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine, J. DAUBIER .....   | 18,10 F  |
| — Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, E. MANDEL .....               | 18,10 F  |
| — Marx et Engels, D. RIAZANOV .....   | 15,00 F  |
| — La Commune, le conseil municipal et les citoyens, R. BEAUNEZ et M. DEJOUR ..... | 9,00 F   |
| — La bolchevisation du P.C.F., 1923-1928, JEDERMAN .....                          | 8,70 F   |
| — L'économie mondiale et l'impérialisme, N. BUKHARINE .....                       | 15,00 F  |
| Prix réel : .....   | 107,60 F |

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE  
54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. 58.26.65 - Paris  
Paiement à la commande

## Sur le front des luttes

### Bellegarde

Les papeteries « La Chapelle-Darblay » ont décidé de fermer leur usine de Bellegarde. Les travailleurs estiment que cette usine est suffisamment rentable pour continuer à être exploitée. Pour empêcher cette fermeture ils se sont mis en grève le 7 avril dernier. Un appel à la solidarité de tous les travailleurs du groupe a été lancé pour assurer une paye raisonnable aux grévistes.



### Pêcheurs en grève

Les pêcheurs de Saint-Jean-de-Luz ont décidé de ne plus prendre la mer pour protester contre les importations de poisson d'Espagne. Ils ont lancé un appel à la solidarité aux travailleurs des conserveries, en leur demandant de ne pas accepter le poisson espagnol et de se mettre eux aussi en grève.

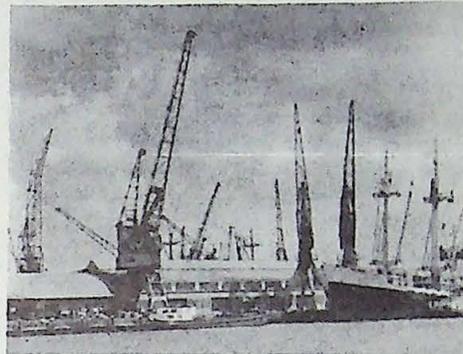
### P.T.T.

Le gouvernement qui prône la concertation évite de recevoir ses propres salariés. Les techniciens des P.T.T. en savent quelque chose. Aussi le 26 avril ont-ils pris eux-

mêmes le téléphone pour exposer leurs revendications et leurs conditions de travail à ceux qui sont responsables de l'état de la situation.

### Rennes

Onze jours après le début de leur grève, les 75 monteurs de l'entreprise Egelec-Somarel n'avaient encore pu exposer leurs revendications à la direction. Il leur a suffi de séquestrer quelques heures les dirigeants de la société pour que les négociations s'ouvrent enfin. Et la direction a eu soudain des propositions à faire pour l'augmentation des salaires.



### Dockers

Depuis sept mois les dockers paralysent régulièrement le trafic des ports. Ils voudraient que l'on se préoccupe un peu de leurs conditions d'emploi et de salaire. Le « bon » ministre Chalandon s'est résolu à aller étudier le problème sur le tas au Havre et à Dunkerque. Selon lui il y a véritablement un problème et il a promis de s'en occuper... Il a promis, seulement

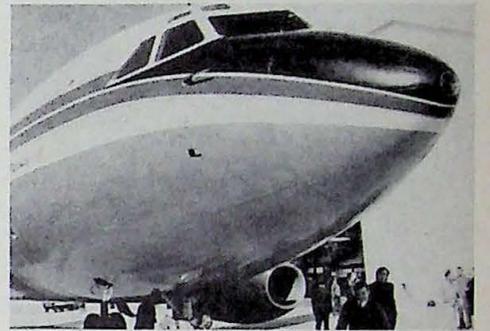
promis... Samedi dernier les dockers se sont une nouvelle fois mis en grève.

### Bâtiment et métallurgie

La journée d'action lancée par les syndicats le 21 avril a obtenu un succès certain. Les débrayages ont été nombreux, tant en province que dans la région parisienne. Les deux revendications mises en avant : l'avancement de l'âge de la retraite, la diminution de la durée du travail. Sur ce dernier point les négociations ont échoué dans la métallurgie.

### Grande-Bretagne

Une heure avant le départ du vol inaugural Londres-New-York en Boeing 747 de la B.O.A.C., les mécaniciens de cette compagnie se sont mis en grève. Ils demandent



une augmentation de leur salaire minimum. La B.O.A.C. venait à peine de régler le différend qui l'opposait aux pilotes de ces mêmes Boeing. Depuis un an qu'elle est en possession de 747, la B.O.A.C. n'a encore pas réussi à les faire décoller.



# Les téléviseurs s'arrêtent

M. Camouis

À la THOMSON-Angers, jeudi 8 avril — 16 h 00 — les « emballeurs » viennent d'ouvrir leur enveloppe de paie. Ce qu'ils y trouvent ne les surprend pas, car depuis trois mois, comme pour tous leurs camarades des ateliers de production, leur horaire de travail est ramené à 40 heures, non pour satisfaire les revendications des syndicats, mais par arbitraire patronal. C'est-à-dire sans compensation de salaire, bien sûr, et uniquement pour suivre « les fluctuations du marché ».

Cependant début mars, à la suite de négociations menées « à froid » par les syndicats, la direction de l'usine avait octroyé 2,5 % d'augmentation — intégralement hiérarchisée, comme il se doit en bonne logique bourgeoise.

Depuis un bon mois, les sections C.G.T.-C.F.D.T., après s'être concertées, tentaient en commun de créer un climat d'agitation dans la boîte.

D'abord, par des réunions « générales » aux heures de repas (deux services à la cantine, laissant disponible trois quarts d'heure environ de battement). Résultat plutôt médiocre. En alternance, des assemblées d'ateliers ou de chaînes, animées pendant les pauses par quelques délégués pour chacune, obtenaient un succès d'estime.

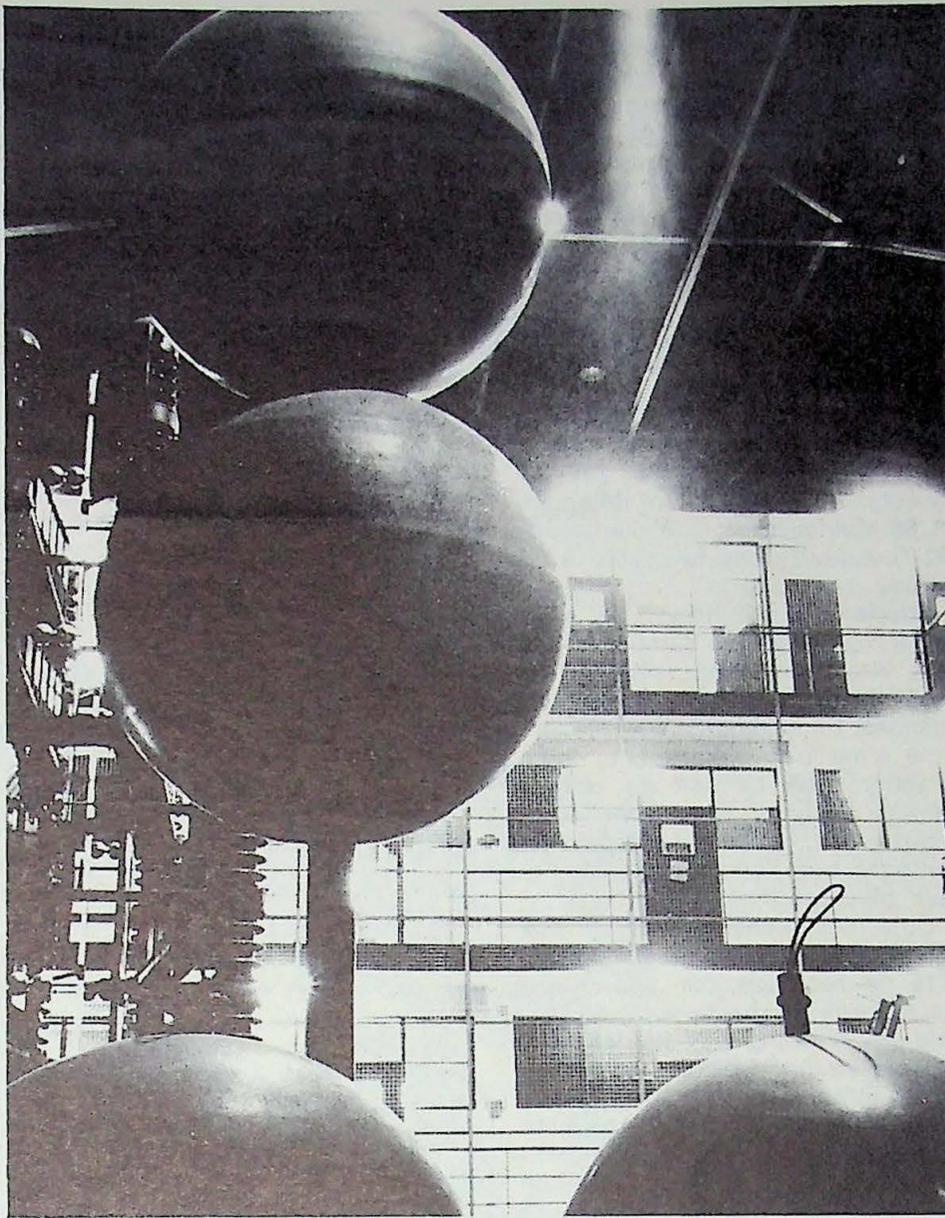
Ensuite, par un affichage dans toute la ville, où était dénoncé le scandale des salaires à THOMSON : 1.500 personnes, y lisait-on, ont perçu moins de 700 francs par mois.

Cet affichage sensibilisait la population et tendait conjointement à augmenter la tension dans l'entreprise.

La direction de la boîte prenait alors la peine de faire publier un communiqué « rectificatif » dans la presse locale : les syndicats s'étaient trompés de quelques billets de mille pour quelques centaines de travailleurs ! Cette rectification de comptable pointilleux ne changeait cependant rien, tant aux yeux de la population qu'à ceux des travailleurs, quant au fond du problème...

L'affichage était suivi d'une distribution de tracts à la population, comportant cette fois au verso l'exacte reproduction d'une feuille de paie d'O.S. 2 A, ayant moins de trois ans d'ancienneté : exemple irréfutable !

Cependant, les appareils syndicaux camouflaient de leur mieux un certain dépit : ils avaient tenté d'allumer le feu sous la marmite, s'étaient même efforcés de souffler dessus, et ça n'avait pas l'air de vouloir bouillir...



Début avril, de son côté, la direction annonçait soudain qu'elle rétablissait l'horaire à 43 heures : « Fluctuations du marché », cette fois encore, ou bien plutôt tentative de désamorcer un éventuel mouvement revendicatif ?

On arrivait justement au jeudi 8 avril, jour de paie dans les ateliers...

Les emballeurs s'y attendaient, et cependant la vue du nombre écrit au bas de la feuille de paie provoque le choc émotionnel irrésistible : « Ras l'bol, y'en a marre ! »

Ils avisent les délégués syndicaux au voisinage de leur résolution de cesser immédiatement le travail. Ceux-ci leurs conseillent de traverser tout l'atelier en zigzag pour gagner la porte de sortie. Et c'est alors la « traînée de poudre ». L'un après l'autre, tous les secteurs débraient. 30 minutes plus tard, 80 % de l'effectif de production était dans la cour de l'usine.

La marmite n'avait pas l'air de vouloir bouillir ? Le couvercle venait simplement de sauter.

D'un coup.

Et les « organisateurs » syndicaux, sursautant au bruit de l'explosion, de courir d'urgence empoigner le porte-voix de rigueur !

55 F d'augmentation mensuelle pour tous, immédiatement, aboutissement rapide à un minimum de

800 F net : telle est la revendication unique déposée immédiatement par les délégués C.G.T.-C.F.D.T. « appuyés » très provisoirement par la C.G.C.

La direction de l'usine ne pourra trouver que le lendemain le temps de téléphoner à Paris (siège de la THOMSON-BRANDT) pour rapport et demande d'instructions ! Les propositions qu'elle fera alors frisent le dérisoire et seront, bien sûr, hiérarchisées.

Malgré le week-end de Pâques, le mouvement reprend dès mardi.

Il a perdu, au fil des jours, son caractère massif, seul subsistant un noyau « dur » composé de la plupart des catégories de travailleurs les moins payés, appuyé (bruyamment) par un solide groupe de jeunes.

Dès la confirmation des symptômes de minorisation, 9 camarades ont entamé à part, mais sur le même objectif unique : 55 F d'augmentation uniforme, une grève de la faim,

C'est une lutte difficile que mènent les travailleurs de Thomson-Angers, dans une « unité de production » de province appartenant à un trust directement lié au pouvoir.

Déjà, les grévistes ont défilé deux fois en ville, distribuant des tracts et portant banderoles et pancartes.

Le patronat résiste. □

# Bon U.D.R. mauvais patron

J. Ferlus

Olivier de Sarnez est un homme entièrement dévoué au régime. Il fut, en 1958, le conseiller de Roger Frey au ministère de l'Information et, en 1961, celui de Michel Debré, Premier ministre.

En 1968, l'U.D.R. l'envoie se faire élire député dans la quatrième circonscription de la Seine-Maritime. Le voilà au parlement où, comme membre de la majorité, il dispose d'assez de temps libre pour se livrer à son sport favori : les affaires.

## Comment faire des bénéfiques sur du déficit

Olivier de Sarnez est P.-D.G. de l'Institut Européen de la promotion des affaires (I.E.P.) qui donne dans l'informatique. Secteur qui convient tout particulièrement à un ingénieur du génie maritime, ainsi que l'est le député-P.-D. G.

En avril 1970, il participe à la création de la société de software « Computer-Service » dont il devient le principal actionnaire. On trouve parmi les administrateurs l'ancien ministre Peyrefitte, Bertrand Peugeot et un certain Tanugi de Jongh, du C.N.P.F.

Le P.-D. G. de « Computer-Service » est Serge Moyet. C'est lui qui a recruté le personnel, particulièrement les ingénieurs et les cadres qui viennent tous de chez I.B.M.

Dès sa création « Computer-Service » vise haut. Elle s'oriente vers des services très spécialisés et vise les gros marchés. Olivier de Sarnez fait jouer ses relations. La société bénéficie de la bienveillance de la délégation générale à l'Informatique (gouvernementale)... Mais pour gagner de l'argent, c'est le marché privé qu'il faut conquérir. Pour y parvenir, il faut au moins donner l'illusion d'être une grande maison et pour cela embaucher toujours plus de personnel.

Hélas, un personnel employé à ne rien faire coûte cher... Six mois après sa fondation, l'entreprise avait un trou de trésorerie qui avoisinait 1.600.000 F.

Pour faire face à la situation, le P.-D. G. Moyet proposa une augmentation du capital. Le véritable patron, de Sarnez, se montra d'accord à une seule condition : on devait lui racheter ses actions cinq fois plus cher que leur prix initial. Bref, il avait mis 50.000 F dans l'affaire en avril et voulait en récupérer 250.000 en décembre. Génial...

## 70 salariés créanciers

Personne ne put réunir une telle somme et la situation continua à se dégrader. Ce que voyant, le 18 février dernier, de Sarnez prend personnellement la direction des opérations. Il commence par se dé-

# Le débat CGT-CFDT

Jean-Yves Romo

Le 31 mars dernier, la Commission exécutive de la C.G.T. faisait publier un document : « Thèmes de réflexions sur les perspectives de socialisme pour la France et le rôle des syndicats ». Défini comme « un approfondissement de certains problèmes d'un point de vue syndical », ce texte n'était en fait pas nouveau. Il reprenait à quelques termes près les documents du P.C.F. sur la « démocratie avancée ». L'indépendance des syndicats était affirmée avec force. Leur rôle d'organisation de masse différente des partis politiques était également souligné. En fait, il n'y avait rien de nouveau dans le ciel syndical : la C.G.T. depuis des années affirme la nécessité de l'unité syndicale pour une mobilisation de masse devant préparer le terrain à la victoire d'une « gauche unie », derrière « un programme commun de progrès social, de démocratie économique et politique, d'indépendance et de paix ». L'original de cette publication est qu'en treize pages, on y réaffirme deux ou trois fois les mêmes idées, sans en faire un seul instant la démonstration.

## Un pas en avant ?

Le lendemain, 1<sup>er</sup> avril, une conférence de presse C.F.D.T.-C.G.T. présidait au lancement d'une campagne commune sur les retraites. D'aucuns y voyaient déjà le début, les symptômes d'une possibilité d'unité organique entre les deux grandes centrales. Ainsi, Force Ouvrière qui dénonçait vigoureusement cet accord pour une action unitaire et préconisait déjà que « l'agneau » C.F.D.T. se laissât dévorer par le vilain loup C.G.T.-P.C.F.

Dès lors, on pouvait se poser la question : en acceptant une campagne sur des objectifs communs pour les retraites, la C.F.D.T. n'acceptait-elle pas un loup dans la bergerie ? La campagne commune menée

jusqu'ici semble démontrer le contraire. Les communiqués nationaux communs ont effectivement amené une mobilisation assez large. Mais les vieux réflexes cégétistes consistant à considérer la C.F.D.T. comme l'ex-C.F.T.C. ne s'abandonnent pas facilement. La C.F.D.T. avait préconisé une mobilisation dans les entreprises. La C.G.T. lui préférerait l'action d'envergure, type Journée nationale. Les actions communes d'avril ont certes été unitaires mais toutes les réticences n'étaient pas laissées aux vestiaires. C'est plus par souci d'une démonstration de masse dans l'action que pour un accord stratégique que la C.F.D.T. avait accepté l'action. Souplesse dans les formes de mobilisation (sur la base des entreprises essentiellement) pour la C.F.D.T. et grande volonté printanière d'unité et de rassemblement pour la C.G.T. ont donné un mariage de raison.

## Un pas en arrière ?

Mais les noces ont été courtes. Certes l'action unitaire continue sur les retraites mais il apparaît en cette fin d'avril que les courroies de transmission de la mécanique unitaire que la C.G.T. et le P.C.F. tentent de nouveau de faire marcher, sont usées. Deux faits tendent à le démontrer.

— Lors des négociations pour une manifestation commune le 1<sup>er</sup> mai, les organisations de la région parisienne de la C.G.T. et de la C.F.D.T. s'entendaient pour une manifestation axée surtout contre la répression, le droit à la retraite à 60 ans. Dès lors que la C.F.D.T. restait sur ce terrain, la C.G.T. ne voyait aucune objection à faire. Dès lors que l'on s'acheminait vers une manifestation plus large ouverte aux forces politiques, la C.G.T. ne voyait non plus aucune objection. Mais les largesses de la C.G.T. ont des limites : les groupes révolutionnaires. Pour la C.G.T., le 1<sup>er</sup> mai de l'année dernière n'a pas servi de leçon. Les gauchistes, les révolutionnaires, ce sont toujours « les casseurs ». La C.F.D.T. demandait des garanties pour que le service d'ordre C.G.T. ne désigne pas les casseurs à la police.

La C.G.T. a donc refusé et préféré casser cette perspective d'action commune. La C.F.D.T. dès lors s'est trouvée enfermée dans la nécessité de choisir entre une manifestation ouverte aux militants révolutionnaires (dont beaucoup militent dans ses rangs) et l'exclusive de la C.G.T. Désapprouvant l'exclusive mais n'approuvant pas les exclus, la C.F.D.T. s'est enfermée dans l'absence. Doit-on conclure comme certains qu'il s'agit d'une dérobade ? C'est sans doute plus complexe qu'il n'apparaît au premier abord. La C.F.D.T. en effet n'appelait pas à une manifestation séparée du défilé C.G.T.

— La C.F.D.T., dans le même temps, désignait un nouveau secrétaire général. C'est Edmond Maire qui a été choisi par la Commission Exécutive. Période d'intérim a dit la presse. Intérim entre qui et quoi ? Entre un Congrès qui affirmait pour la première fois la nécessité du socialisme démocratique et des actions de plus en plus orientées dans ces perspectives malgré les réticences de certains ? Là encore rien n'est tranché. Pourtant la C.F.D.T. a réaffirmé récemment que l'unité pratiquée avec la C.G.T. n'allait pas au-delà de l'unité d'action. La C.G.T. est prête à discuter de l'auto-gestion, de la hiérarchie avec la C.F.D.T. Mais ce sont moins les thèmes d'action que la finalité que leur assignent les deux centrales qui font les différences. C'est ce qu'a souligné Edmond Maire dimanche dernier. Les stratégies se veulent radicalement différentes, bien que des perspectives d'action commune persistent, vaille que vaille. Il est vrai que les implications de ces positions diverses n'apparaissent pas toujours clairement, mais il faut se féliciter que par là commencent à être discutées les questions de la stratégie, de la tactique et des formes d'actions syndicales. □

barrasser du P.-D. G. Moyet. Puis il passe aux licenciements. D'abord les secrétaires et les salariés en core à l'essai... Ça ne coûte pas cher.

L'opération devient plus délicate et même impossible au niveau des techniciens, analystes, chefs de projet. Il faut leur verser des indemnités, il n'y a pas suffisamment d'argent dans la caisse.

De Sarnez encourage donc les démissions en levant la fameuse clause de non-concurrence. Cette clause interdit à tout technicien en informatique d'exercer, durant un an, sa profession dans une entreprise ayant des activités semblables à celle qu'il vient de quitter.

Peu de salariés marchent dans la combine. Fin février les salaires ne sont pas payés. Le 5 mars « Computer-Service » dépose son bilan.

A la fin du mois d'avril les 70 ex-salariés de « Computer-Service » attendent toujours leur paye du mois de février. 45 d'entre eux ont été licenciés quelques jours avant le dépôt du bilan, ou même après. Car le fait que l'entreprise n'existe plus n'empêche pas de Sarnez de continuer à agir comme s'il était toujours le patron.

Ce député-patron n'a d'ailleurs pas dit son dernier mot. Il vient de fonder une S.A.R.L. : la Société nouvelle Computer-Service, dans laquelle il a récupéré le personnel qui l'intéressait et la clientèle de l'entreprise défunte. Quoi qu'il en soit, le personnel en question n'a toujours pas touché son salaire de février. Pas plus que les quelques autres salariés que de Sarnez a embauchés à l'I.E.P. dont il est le P.-D. G.

Ces 70 salariés sont donc des

créanciers et, selon la loi, des créanciers prioritaires. Des prioritaires qui ont toutes les chances d'être servis les derniers, notamment après les banques qui se remboursent de leurs avances au fur et à mesure des rentrées d'argent. Il faut dire que deux mois après le dépôt du bilan, il n'y a toujours pas de liquidateur nommé par le tribunal.

## La réplique

Le personnel de « Computer-Service » n'était pas syndiqué. L'entreprise n'avait pas un an d'existence, il n'y avait ni délégués du personnel, ni comité d'entreprise. Tout était donc favorable à de Sarnez.

Pourtant, a posteriori, les salariés s'organisent. 23 d'entre eux se sont regroupés pour porter l'affaire devant le tribunal des Prud'hommes. En séance de conciliation, il ne s'est trouvé personne de la direction, que ce soit de Sarnez ou ses acolytes, pour venir s'expliquer. On attend maintenant la sentence que l'on souhaite sévère pour tous ces incapables.

Cela n'empêchera sûrement pas hélas, ce spécimen de patron-député de recommencer de nouvelles affaires de haute-voltige. Tout cela en dit long sur les qualités de certains hommes de ce régime. Les électeurs de la quatrième circonscription de Seine-Maritime sauront s'en souvenir au moment voulu. Tout comme ceux d'Alain Peyrefitte qui, quoique à un degré moindre, n'en est pas moins dans le coup comme actionnaire.

Que voilà une belle image de l'ordre républicain selon Chaban-Pompidou ! □

## Quatrième semaine chez Bonna

Rémy Grillault

Depuis le 31 mars, les ouvriers de Chez Bonna, à Conflans-Saint-Honorine, sont en grève avec occupation des locaux. L'usine Bonna emploie trois cent cinquante ouvriers dont 60 % de travailleurs immigrés. Elle est la plus importante entreprise de tuyaux de béton en France, et détient dans la région le triste record du plus grand nombre d'accidents de travail. Les cadences et les conditions de travail sont infernales. Mais cette situation ne suffisait pas au patron, il tenta d'instaurer une augmentation des cadences dans l'atelier Rocla. Les travailleurs ont immédiatement eu une riposte unitaire. Après une courte séquestration du directeur Brocart, ils ont mené une grève dure avec occupation des locaux.

### Que demandent-ils ?

Le catalogue revendicatif est important, mais les points essentiels pour les travailleurs sont :

- une véritable mensualisation ;
- l'affectation par atelier d'une prime de rendement globale qui ne soit plus répartie par le chef d'atelier à la tête du client ;

- un rattrapage de 2 % sur les salaires sur l'année 70, obstinément refusé par la direction ;
- la baisse des cadences et des propositions concrètes pour de meilleures conditions de travail.

### Sur quoi débouche leur action

La société Bonna dispose de neuf usines en France et à l'étranger. Celle de Conflans a son carnet de commandes plein jusqu'en décembre. Le chantage de la direction (qui déclare qu'elle a perdu, du fait de la grève, 30 kilomètres de commande de tuyaux) ne marche pas !

Pourtant le patron a fait un pari sur le pourrissement de la grève. Mais la solidarité active a été organisée par le P.S.U. et le Secours Rouge. Cette solidarité politique a permis d'alerter la population et les ouvriers des autres entreprises (Norton, L.T.T. à Conflans, Latimer à Herblay).

Elle a débouché sur des tracts communs de la section syndicale C.G.T. et du Secours Rouge, et des collectes sur les marchés.

La grève n'a pas pourri. Elle s'est au contraire renforcée et solidement organisée.

### Une lutte sans concessions

C'est le comité de grève élu en assemblée générale qui a négocié avec la direction. Les travailleurs de Bonna ont ainsi pris conscience de la force qu'ils représentent face au pouvoir patronal.

Les revendications n'ont pas abouti. Les propositions avancées par les grévistes ont été repoussées par le patronat. A l'appel du comité de grève, le travail a repris le 26 avril.

La grève n'a donc pas été une victoire immédiate. Pourtant, aussi bien par ses attaques contre l'organisation capitaliste du travail (cadences, conditions de travail, fixation des primes) que par son organisation, elle a été un pas en avant. □

● Pour soutenir les travailleurs de Bonna : par C.C.P. : M. Dacheux C.C.P. Paris 15.308.66, par chèque bancaire : M. Leblanc, 6, avenue de Paris, CONFLANS-SAINT-HONORINE (78).

# luttons culturelles

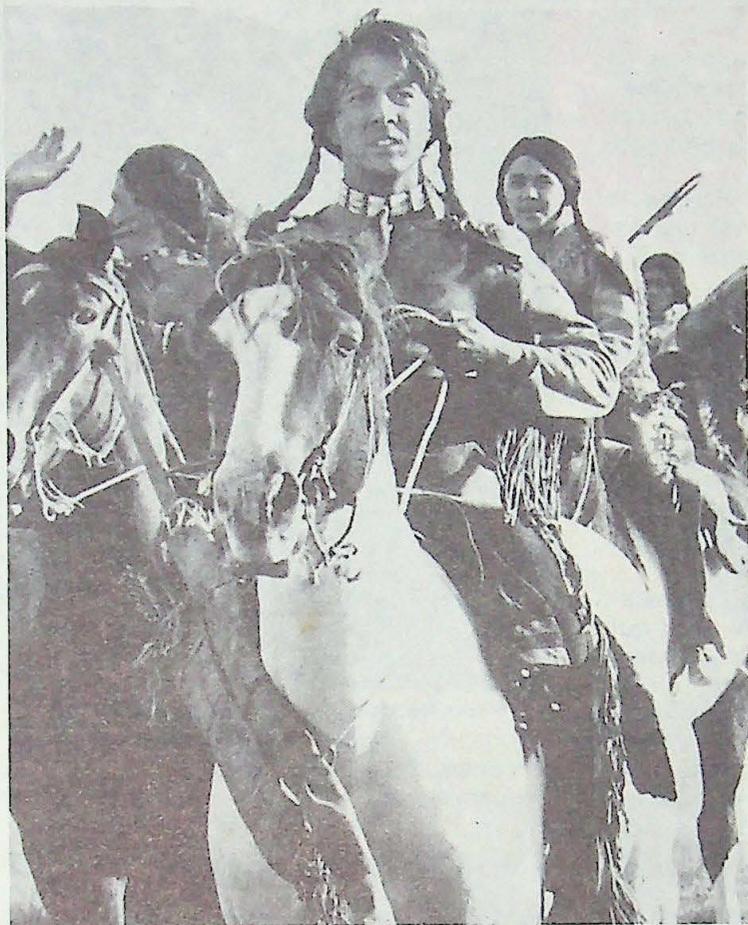
A propos de " Little Big Man "

## 7<sup>e</sup> art, suprême injure

Alain Moutot

Sur les meurtrières sentes de l'Ouest américain, les légendes et les mythes n'ont pas mis de temps à éclore sous les pas mêmes des conquérants de ce nouveau monde. A tout prix, il a fallu grimer la réalité d'une entreprise qui a finalement abouti à déposséder le peuple indien de son territoire, l'acculer à la famine par la destruction systématique de ses réserves naturelles de subsistance et de ses troupeaux de bisons — contenir enfin les survivants dans la déchéance morale et les exiler à l'intérieur de limites impunément violées par le vainqueur qui pourtant les avaient imposées d'autorité.

La rigueur de tels méfaits a imposé rapidement à la bonne conscience des blancs la nécessité de justifications et de prétextes idéologiques. Pendant des années, le cinéma a servi pour une bonne part de vecteur de l'argumentation officielle. Ainsi il a contribué à populariser l'exaltation collective des qualités viriles des nouveaux « civilisateurs », pèlerins inlassables de la bonne parole dans cette terre promise. Certains films évitent les frais



s'ingéniant avec une malignité quasi diabolique à stopper l'avancée des nouveaux missionnaires du progrès.

Par la suite, des cinéastes, parmi les moins malhonnêtes, ont infléchi quelque peu cette illustration manichéenne de l'histoire.

Les Indiens sont alors présentés comme des dangers objectifs intimement et harmonieusement intégrés au décor naturel de l'Ouest dont ils constituent en quelque sorte un des éléments périlleux.

(« La rivière sans retour » de Preminger). Depuis quelques années, la « gauche hollywoodienne » s'est attachée à décrire plus réellement la longue marche de ce peuple au martyr

(« La dernière chasse » de Brooks) à mieux comprendre ses mœurs et ses coutumes (« La flèche brisée » de Daves) voire à insuffler la nostalgie de l'alliance idyllique des races dans le respect mutuel (« La rivière de nos amours »). Ces intentions généreuses, dans la mesure même où elles pavent « a posteriori » le paradis indien, n'ont pas toujours su éviter ni le folklore ni le paternalisme. Seul Robert Aldrich avec « Bronco Apache » a opté sans embûches pour la résistance armée au prix même du désespoir, seule réplique indienne honorable, humainement logique au déclenchement du mécanisme de mort et d'assainissement mis en place contre eux par les blancs. □

### L'outil

Pour un journal ouvrier. Numéro zéro  
Premier tirage de 5.000 exemplaires épuisés.  
Nouveau tirage en cours.

Commandes à adresser à :  
QUE FAIRE, 71, rue Dulong, Paris XVII<sup>e</sup> ou à la Commission Nationale Entreprises, 81, rue Mademoiselle, Paris XV<sup>e</sup>.

du débat et ébauchent insidieusement par leur silence même sur la question indienne, l'esquisse d'une théorie des « terres sans peuples ». Mais en général, des kilomètres de pellicule ont été consacrés à gloser sur la cruauté prétendue atavique des peuplades indiennes. L'accent mis sur le caractère sanguinaire de leurs raids, illustrés à profusion par les scènes d'incendie de caravanes et de massacres des colons, a fini par incruster dans les esprits, l'image de sauvages

### Bon de commande

Groupe d'Entreprise ou section .....

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

souhaite diffuser ..... exemplaires gratuits du numéro zéro.

Passer commande de ..... exemplaires (1 F pièce) du numéro 1.

### Abonnement

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Souscrit un abonnement pour 10 numéros .. . . . . 10 F (1)

Souscrit un abonnement de soutien .. . . . . 100 F (1)

que je règle :

— par chèque bancaire à l'ordre de « QUE FAIRE »

— par chèque postal : « QUE FAIRE », CCP La Source 31.568.97.

(1) Rayer la mention inutile.

### Éditions du P.S.U.

#### LUTTES DE CLASSE EN ESPAGNE

L'exemplaire : 3,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 3,00 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi - PARIS 15<sup>e</sup> - C.C.P. 58 26 65 Paris

### BONNES VACANCES

- ITALIE (Pescara), 2 semaines : 360 F (pension complète).

Logement en bungalows, dans une pinède au bord de la mer à Pescara. Réductions pour les enfants jusqu'à 7 ans.

- SARDAIGNE, 15 jours : depuis 695 F (pension complète et voyage compris, excursions comprises).

Un village de vacances international, sur la côte nord de la plus belle île de la Méditerranée.

Recommandé aux jeunes.

Logement en bungalows confortables, tennis, night club...

- YUGOSLAVIE, 2 semaines : 385 F (pension complète).

Logement chez l'habitant, dans un hameau de l'île de CRES, au bord de la mer. Réduction pour les enfants jusqu'à 10 ans.

Autres possibilités en hôtels (à partir de 167 F par semaine). Voyage compris ou rendez-vous au village (à 750 km de Chamonix).

- EGYPTE, périple de 2 semaines : 1.395 F départ Paris, tout compris.

... et en FRANCE, randonnées équestres en Haute-Provence, 2 semaines tout compris : à partir de 430 F.

ARVEL : Paris B.P. 96 06 Paris (6<sup>e</sup>) - Tél. : 306-82-68 (15 h. - 19 h.) Villeurbanne (69) : 78, bis rue du 8-Mai - Tél. : 84-81-24.

# Appel du Front Solidarité Indochine

Mis en échec au Sud-Vietnam, l'impérialisme américain a attaqué le Laos et le Cambodge. Aujourd'hui, les troupes américaines et leurs alliés viennent de subir une défaite cuisante dans leurs efforts pour étendre leur agression à toute l'Indochine. Malgré ces échecs notamment celui de la vietnamisation, Nixon ne reculera pas sans y être acculé. Les menaces d'une reprise des bombardements massifs sur la R.D.V. et même d'une attaque terrestre se font plus précises ; la guerre chimique est utilisée à grande échelle. Certains généraux envisagent de recourir à l'utilisation d'armes nucléaires et d'étendre la guerre à la Chine. Les peuples indochinois doivent faire face au génocide pour avoir osé affronter leurs agresseurs.

Aujourd'hui, le destin de tous les peuples du monde se joue en grande partie sur les champs de bataille indochinois. La résistance héroïque des peuples indochinois a précipité en effet la crise de l'impérialisme américain et encouragé la lutte des autres peuples en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient, aux Etats-Unis même. En Europe, la solidarité avec le peuple vietnamien a joué un rôle important dans le déroulement des luttes, tant en Allemagne qu'en Italie et dans le mouvement de mai 68, en France. Ainsi se développe dans le monde entier un ensemble de luttes convergentes contre le même adversaire. Elles s'inspirent de l'exemple du peuple vietnamien en même temps qu'elles lui apportent leur soutien actif. C'est pourquoi les signataires de ce texte lancent un appel pressant à tous les travailleurs de France pour manifester activement leur solidarité à la révolution indochinoise. Les simples

prises de position contre l'agression impérialiste ne suffisent pas. Il est urgent d'organiser de façon permanente la solidarité politique et matérielle avec le front révolutionnaire indochinois, dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les facultés :

- pour l'arrêt total et inconditionnel des bombardements sur la R.D.V. et l'ensemble de l'Indochine ;

- pour le retrait d'Indochine de toutes les troupes U.S. et alliées ;

- pour dénoncer et faire cesser toute complicité directe ou indirecte de notre gouvernement ;

- pour organiser en France la lutte contre les firmes qui alimentent la machine de guerre américaine ;

- pour le soutien au mouvement militant anti-guerre aux U.S.A. ;

- pour la victoire du front révolutionnaire indochinois.

Ils décident dès à présent en solidarité avec le mouvement américain anti-guerre d'organiser à la fin d'avril et en mai un mois d'action pour l'Indochine.

Ils appellent toutes les organisations, les groupes et tous ceux qui sont prêts à lutter pour les mêmes objectifs à adhérer à cette initiative à lier leur lutte quotidienne avec le soutien à la révolution indochinoise, à créer des comités de soutien partout où la possibilité en existe, à coordonner leur action afin d'assurer ce qui nous paraît essentiel : la continuité de l'action de solidarité.

Les soussignés décident de jeter les bases d'un **Front de solidarité Indochine** et de créer un bureau provisoire chargé d'organiser les campagnes de mai et de juin à l'issue desquelles le front pourra



Manifestation à Paris de solidarité avec l'Indochine.

se construire et arrêter ses formes d'organisation.

## Ont déjà signé cet appel :

Laurent Schwartz, Pierre Vidal Naquet, J. Pronteau, J. Chesnaux, J.-P. Vigier, R. Pannequin, P. Rousset, S. Depaquit, A. Krivine, G. Marquis, M. Reberieux, M.-F. Kahn, G. Boudarel, R. Castro, M. Schaub, F. Maspero, A. Lew, Minkowski, M.

Bridier, Victor Leduc, Pierre Halbwachs, Paul Blanquart, Claude Bourdet, J.-J. de Felice, Michel Rocard, Hélène Parmelin, Jean-Pierre Vernant, Paul Noirot, Georges Casalis, Isaac Johsua, Henri Maler, Daniel Hemery, Dr Roellens, J.-J. Hocquard, Pierre Gaudebert, Robert Rahmann.

● Envoyer vos signatures à Laurent Schwartz, boîte postale 4305, Paris. C.C.P. 15 01 742.

## Bengale

### Un peuple en lutte

J. L. Auduc

A l'heure actuelle le peuple du Bengale subit une répression sanglante, les routes à la frontière indienne sont encombrées de réfugiés, le gouvernement provisoire du Bengla Desh s'est réfugié à Calcutta.

Pourtant le mouvement populaire pour l'indépendance du Bengale n'en est qu'à sa première phase de lutte.

#### Une colonie de Karachi

Il faut se souvenir que le Pakistan est une création artificielle de l'impérialisme britannique. En 1947, au moment de l'indépendance de l'Inde, celui-ci utilisant les contradictions entre musulmans et hindouistes, a divisé le sous-continent indien en deux Etats : l'Inde et le Pakistan. Division prolongée par la création de deux Pakistan, l'un occidental, l'autre oriental séparés par plus de 2.000 km.

Très rapidement, une inégalité flagrante

s'instaure entre les deux Pakistan : le Pakistan oriental ou Bengale devenant quasiment une colonie de la partie occidentale de ce pays.

L'aide gouvernementale était réservée quasi-exclusivement à la partie occidentale. peu d'industries s'implantèrent, les matières premières, jute principalement, servaient au développement de l'industrie de Karachi ; en 1956, le Pakistan occidental tirait 300 millions de roupies du Bengale.

Cette accumulation d'injustices devait fatalement aboutir à une série de soulèvements populaires qui se produisirent en 1966, 1968 et 1969.

Cependant, la colère populaire monta d'un ton en novembre dernier au moment où, le Bengale, victime d'un raz-de-marée sans précédent qui fit plus de 300.000 victimes, fut délaissé par le gouvernement de Karachi.

L'armée de Karachi, si prompt à massacrer aujourd'hui, ne bougea pas, et les vivres s'entassèrent dans les villes du Pakistan occidental sans être distribués.

C'est en fonction de ces éléments que la Ligue Awami allait réussir son triomphe électoral.

#### Intérêt de la bourgeoisie

#### Intérêt du peuple

Il existait au Bengale pakistanais, à la différence du Bengale indien, très peu d'organisations révolutionnaires capables comme

le font les naxalites autour de Calcutta, d'organiser les paysans face à la bourgeoisie.

C'est pourquoi la bourgeoisie nationale bengalie vit l'intérêt qu'elle avait à tirer d'une telle situation : profiter de la révolte populaire du peuple, pour faire dévier les luttes et transformer le Bengale en base d'appui des capitalistes indiens et des U.S.A.

C'est tout le sens de la démarche de la ligue Awami, qui, surprise par le soulèvement en masse du peuple, bien loin de se mettre à sa tête tenta de freiner, de briser celui-ci.

Au moment où Karachi dénonçait les moindres velléités d'indépendance, le Sheik Mujibur Rahman continuait à négocier avec Yahia Khan et maintenait dans l'impréparation militaire la plus totale le peuple du Bengale.

Au lieu de préparer l'armement populaire, c'est vers la C.I.A. et l'Inde qu'il se tournait se présentant comme le seul à pouvoir sauver le Pakistan oriental du communisme.

Mais, les affrontements n'allaient pas durer longtemps entre le Sheik Mujibur Rahman et Yahia Khan, c'est entre les deux vrais antagonistes qu'ils allaient se produire : Le peuple bengali qui plus que l'autonomie voulait l'indépendance totale du Bengale tant vis-à-vis de l'Inde que du pouvoir central de Karachi et ce dernier.

#### Une répression sanglante

Dans l'état d'impréparation où les Bengalis se trouvaient, ils ne pouvaient être que défaits par les armées de Karachi.

Pour écraser la révolte populaire l'armée de Yahia Khan ne recula devant aucun des moyens qu'emploient les Américains au Vietnam : napalm, villages rasés, etc.

Et dans cette répression ce sont ses vrais ennemis que Yahia Khan abattait : les paysans et les travailleurs bengalis.

Dans cette lutte pour leur liberté, les paysans et les travailleurs du Pakistan de l'Est ont besoin de la solidarité des révolutionnaires du monde entier.

C'est pourquoi l'attitude officielle de la Chine soutenant le pouvoir de Yahia Khan apparaît incompréhensible.

A l'heure où un peuple en lutte, trahi par ses dirigeants bourgeois, en fuite à l'étranger ou en train d'abandonner la lutte, subit une répression sauvage de la part du pouvoir colonisateur, c'est aux côtés du peuple et non des oppresseurs que doivent se trouver les révolutionnaires.

La Chine appuyant le pouvoir de Karachi semble à cette occasion retourner aux errements stalinien de la construction du socialisme dans un seul pays, privilégiant la raison d'Etat au soutien des révolutionnaires en lutte. Ce n'est pas ainsi que l'on peut aider les exploités à se forger dans le combat l'avant-garde dont ils ont besoin.